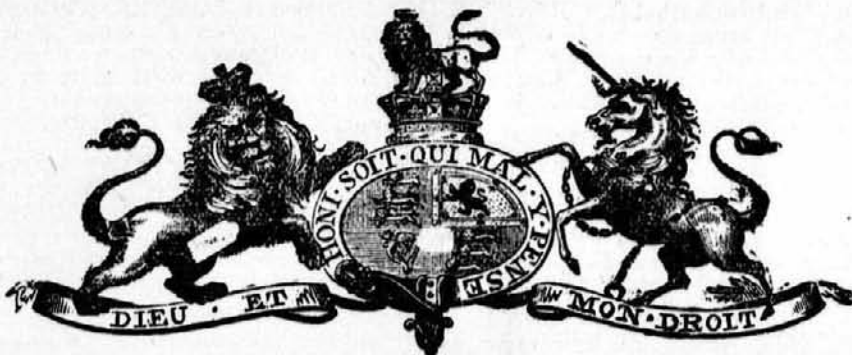




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 MARS 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

965

ERRATA.

Page 2400, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 23 octobre 1897, nomination de juges de paix pour le district de Kamouraska, au lieu de Alfred Marchand, lisez : Wilfrid Marchand. 1349

Page 636, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 12 mars 1898, nomination de juges de paix pour le district de Montréal, au lieu de Geo. Murphy, lisez : Geo. M. ybury. 1471

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 mars 1898, de nommer Louis de Gonzague Lachaine et Joseph Antoine Théberge, tous deux de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, conjointement registrateur de la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, et de révoquer la nomination du dit Louis de Gonzague Lachaine, comme seul registraire. 1353

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th MARCH, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 966

ERRATA.

Page 2400, of the *Quebec Official Gazette*, of the 23rd of October, 1897, appointment of justices of the Peace for the district of Kamouraska, instead of Alfred Marchand, read : Wilfrid Marchand, 1350

Page 636, of the *Quebec Official Gazette*, of the 12th March, 1898, appointment of justices of the peace for the district of Montreal, instead of Geo. Murphy, read : Geo. Maybury. 1472

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of March, 1898, to appoint Louis de Gonzague Lachaine and Joseph Antoine Théberge, both of Saint Jérôme, in the county of Terrebonne, joint registrar for the registration division of the county of Terrebonne, and to revoke the appointment of the said Louis de Gonzague Lachaine, as sole registrar. 1354

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 12 mars 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district des Trois-Rivières, M. Charles J. E. Charbonneau, notaire public, du village de Grand-Mère, comté de Champlain. 1351

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 12 mars 1898, de nommer M. Téléphore M. T. LeBel, de Kamouraska, percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de Kamouraska, en remplacement de Chs T. Dugal, dont la nomination est révoquée. 1357

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 12 mars 1898, de révoquer la nomination de E. J. Hemming et P. L. Tousignant comme shérif conjoint du district d'Arthabaska, et de nommer le dit Pierre Ludger Tousignant, du village d'Arthabaskaville, seul shérif du district d'Arthabaska. 1355

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 11 mars, 1898, de nommer Léon B. Brunelle, huissier, du village d'Arthabaskaville, grand constable du district d'Arthabaska, aux lieu et place de Thomas J. Samson. 1359

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 12th of March, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Mr. Charles J. E. Charbonneau, notary public, of the village of Grand Mère, county of Champlain. 1352

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 12th of March, 1898, to appoint Mr. Téléphore M. T. LeBel, of Kamouraska, collector of provincial revenue for the revenue district of Kamouraska, to replace Chs. T. Dugal, whose appointment is revoked. 1358

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 12th of March, 1898, to revoke the appointment E. J. Hemming and P. L. Tousignant as joint sheriff of the district of Arthabaska, and to appoint the said Pierre Ludger Tousignant of the village of Arthabaskaville, sole sheriff of the district of Arthabaska. 1356

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council dated the 11th of March, 1898, to appoint Léon B. Brunelle, bailiff, of the village of Arthabaskaville, high constable of the district of Arthabaska, in the place and stead of Thomas J. Samson. 1360

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **ATTENDU** que, sur
Proc.-Gent. } présentation au conseil municipal du comté de Hochelaga, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de la Visitation du Sault-au-Recollet, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Hochelaga, a nommé J. Isidore Nadon, du Sault-au-Recollet, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué le 28 janvier 1898, sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **WHEREAS**, on pre-
Atty.-Gent. } sentation to the municipal council of the county of Hochelaga, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of La Visitation du Sault-au-Recollet, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Hochelaga, has named J. Isidore Nadon, of Sault au Recollet, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated on the 28th of January, 1898, without amendments by the council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

Tout le territoire borné comme suit, savoir : vers le nord par la rivière des Prairies, au nord-est par la municipalité du village de Ahuntic, au sud-est et au sud-ouest par la paroisse de Saint-Laurent.

La superficie totale du territoire décrit plus haut, est de neuf cent soixante et dix arpents carrés, plus ou moins, sera détachée de la municipalité de la Visitation du Sault-au-Recollet, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Joseph de Bordeaux," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Joseph de Bordeaux, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-ET-UNIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième, Par ordre,

JOS. BOIVIN,

1451

Assistant secrétaire de la province.

Canada
Province de
Québec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. OR A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre

All the territory bounded as follows, to wit : on the north by the river Des Prairies, on the north east by the municipality of the village of Ahuntic, on the south east and south west by the parish of Saint Laurent.

The total area of the territory, such as herein above described, is nine hundred and seventy arpents square, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of La Visitation du Sault au Recollet, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Joseph de Bordeaux," from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Saint Joseph de Bordeaux, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

1452

Assistant provincial secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FOURTH day of the month of FEBRUARY, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the FIFTH day of the month of APRIL next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our

Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

781

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Aylwin.

Lots 24 et 25, du 9e rang, à John Cleland.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Albanel.

Lot 36 du 8e rang, à Isid. Guilmette.

Canton Taillon.

Lot 4 du 2e rang, à R. E. Lindsay.

Canton Metgermette N.

3e rang.

Lot 42, à Damase Parent.

" 55, à A. Faucher de St. Maurice.

Lots 56, 57, à Vte Hector de Galard.

" 58, 59, à J. A. Chapleau.

" 60, 61, 62, 63, 64, à Baron M. Martin du Nord.

4e rang.

Lots 11, 12, à Wm. T. Brenton.

" 58, 59, à Dr. E. Chapleau.

" 60, 61, à C. A. Dansereau.

" 65, à Faucher de St. Maurice.

" 66, à Désiré Moffat.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 26 mars 1898.

1385

Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

782

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Aylwin.

Lots 24 and 25, in the 9th range, to John Cleland.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 21st March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Albanel.

Lot 36 of 8th range, to Isid. Guilmette.

Township Taillon.

Lot 4 of 2nd range, to R. E. Lindsay.

Township Mergermette N.

3rd range.

Lot 42, to Damase Parent.

" 55, to A. Faucher de St. Maurice.

Lots 56, 57, to Vte Hector de Galard.

" 58, 59, to J. A. Chapleau.

" 60, 61, 62, 63, 64, to Baron M. Martin du Nord.

4th range.

Lots 11, 12, to Wm. T. Brenton.

" 58, 59, to Dr. E. Chapleau.

" 60, 61, to C. A. Dansereau.

65, to Faucher de St. Maurice.

66, to Désiré Moffat.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 26th March, 1898.

1386

No 2580.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'annexion de municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Grégoire le Thaumaturge, cette partie du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, comprise antérieurement à l'arrêté en conseil du 20 janvier dernier (1898), dans la dite municipalité scolaire de Saint-Grégoire le Thaumaturge.

Cette annexion ne devant s'appliquer qu'aux catholiques seulement. 1405

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 2 mars 1898.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Siméon Fraser, écuyer, notaire public, de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index des notaires Eugène Sicotte et C. P. Cleveland, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685, S.R.P.Q.

J. E. ROBIDOUX,

985-4 Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6606.

Cawood.

Lot 14, du 6e rang, à Andrew Ross.

Lots 17 et 18, du 5e rang, à Jas. Shouldice.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6607.

*Harrington.*La $\frac{1}{2}$ nord du lot 8, du 3e rang, à Duncan Beaton.

E. E. TACHE,

Département des Terres, Assistant-commissaire.
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 Mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et

No. 2580.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to annex school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge, that part of Saint Denis ward, of the city of Montreal, comprised previously to the order in council of the 20th of January last (1898), in the said school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge.

This annexation to apply to catholics only.

1406

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 2nd March, 1898.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, of the province of Quebec, by Siméon Fraser, esquire, notary public, of Richmond, district of Saint Francis, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertoires and indexes of the notaries Eugène Sicotte and C. P. Cleveland, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

J. E. ROBIDOUX,

986 Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6606.

Cawood.

Lot 14, in the 6th range, to Andrew Ross.

Lots 17 and 18, in the 5th range, to Jas. Shouldice.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6607.

*Harrington.*N. $\frac{1}{2}$ of lot 8, in the 3rd range, to Duncan Beaton.

E. E. TACHE,

Department of Lands, Assistant Commissioner.
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales

permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Delisle.
Lot 32, du 4e rang, à Albert Gagné.

Canton Tourelle.
Lots 21 et 22, du 2e rang, à Etienne Gagnon.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 19 mars 1892.

1247-2

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 3, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables : soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant route commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux

and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Delisle.
Lot 32, of 4th range, to Albert Gagné.

Township Tourelle.
Lots 21 and 22, of 2nd range, to Etienne Gagnon.

E. E. TACHÉ,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Quebec, 19th March, 1892.

1248

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices : the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately

cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

961

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce

after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. O.

962

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community.

soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'un n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télé-

or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall

graphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

963

Greffier de l'Assemblée Législative.

mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS.

964

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, que, la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, a été réorganisée le 13 février 1898, et sera en opération le 21 février à midi 1898, pour le terme de cinq années.

FRANCOIS ROBERT,

Secrétaire.

Saint-Hubert, 20 février 1898.

1363

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1137.

Dame Marie Luce Boivin, de la ville de Lévis, épouse commune en biens de Johnny Mercier, navigateur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

Le dit Johnny Mercier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. A. LANE,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 24 février 1898.

1375

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, des cité et district de Montréal, épouse de François-Xavier Fortin, laitier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

GEO. H. MOFFATT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 26 mars, 1898.

1437

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the Mutual Fire Insurance Company, of the parish of Saint Hubert, county of Chambly, has been reorganized on the 13th of February, 1898, and will be in operation on the 21st of February at noon, 1898, for the term of five years.

FRANCOIS ROBERT,

Secretary.

Saint Hubert, 20th February, 1898.

1364

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1137.

Dame Marie Luce Boivin, of the town of Lévis, wife common as to property of Johnny Mercier, of the same place, navigator, Plaintiff;

vs.

The said Johnny Mercier, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

J. A. LANE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 24th February, 1898.

1376

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, of the city and district of Montreal, wife of François Xavier Fortin, milkman, of the same place, has instituted against her husband an action for separation as to property.

GEO. H. MOFFATT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th March, 1898.

1438

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2942.

Odile Messier dite Saint-François, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Noël, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Noël, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

P. R. GOYET,

Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 22 mars 1898.

1439

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1633.

Dame Mary Ann Jackson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas H. Love, du même lieu, blanchisseur, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mars 1898.

1321-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 90.

Dame Céline Ayotte, épouse de Joseph Alarie, journalier, de la cité des Trois-Rivières, a, le seize (16) mars courant, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. G. HARNOIS,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 16 mars 1898.

1291-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1458.

Avis est par les présentes donné que Dame Rose de Lima Laurin, de Saint Martin, district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari Jean Baptiste Clermont, en séparation de biens.

DEMERS & DE LORIMIER,

Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 3 mars 1898.

1305-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 556.

Dame Olympe Beauchamp, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Ovila Marion, commerçant, du même lieu.

LACOSTE & PRIMEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 mars 1898.

1309-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1537.

Marie Louise Hay, des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari Fabien Léon Guertin, du même lieu, en séparation de biens.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1898.

1303-2

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Beaulne, de Papineauville, district d'Ottawa, épouse commune en biens d'Elie Augustin Gauthier, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux audit.

AUGUSTE MACKAY,

Avocat de la Demanderesse.

Hull, 15 mars 1898.

1307-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2942.

Odile Messier dite Saint François, of the city and district of Montreal, the wife common as to property of Louis Noël, trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Noël, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

P. R. GOYET,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1898.

1440

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1633.

Dame Mary Ann Jackson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas H. Love, of the same place, laundryman, and duly authorized, has taken an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th March, 1898.

1322

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 90.

Dame Céline Ayotte, wife of Joseph Alarie, laborer, of the city of Three Rivers, has, on the sixteenth (16) of March instant, taken an action in separation as to property against her said husband.

JOS. G. HARNOIS,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 16th March, 1898.

1292

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1458.

Notice is hereby given that Dame Rose de Lima Laurin, of Saint Martin, in the District of Montreal, has, this day, sued her husband Jean Baptiste Clermont, in separation as to property.

DEMERS & DE LORIMIER,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1898.

1306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 556.

Dame Olympe Beauchamp, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to the property against her husband, Ovila Marion, of the same place, trader.

LACOSTE & PRIMEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th March, 1898.

1310

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1537.

Marie Louise Hay, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation from property against her husband Fabien Léon Guertin, of the same place.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1898.

1304

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Mary Beaulne, of Papineauville, district of Ottawa, wife common as to property of Elie Augustin Gauthier, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

AUGUSTE MACKAY,

Plaintiff's Attorney.

Hull, 15th March, 1898.

1308

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 Dame Philomène Paradis, de la ville de Salaberry
 de Valleyfield, dit district, épouse commune en
 biens de Stanislas Joncas, commerçant, du même
 lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse :

vs.
 Le dit Stanislas Joncas, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,
 Avocat de la demanderesse.
 Beauharnois, 15 mars 1898. 1289-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, des cité et district
 de Montréal, épouse commune en biens de Joseph
 Alphonse Hudon, menuisier, du même lieu, a,
 ce jour, institué une action en séparation de biens
 contre son mari.

LAVALLEE, LAVALLEE
 & LAVALLEE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 22 février 1898. 1033-4

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, du canton de
 Compton, dans le district de Saint-François a in-
 stitué une action en séparation de biens contre son
 mari, Edward W. Brewster, du dit canton de
 Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 19 février 1898. 955-4

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District de Montréal. }
 No. 1618.

Dame Eva Gertrude Mann, des cité et district de
 Montréal, épouse de John Augustine Mann, du
 même lieu, Demanderesse ;

vs.
 Le dit John Augustine Mann, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause.

CHARLES A. DUCLOS,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 12 mars 1898. 1231-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 2072.

La demanderesse Dame C. S. Marie Simon, de
 Montréal, épouse commune en biens de G. P. Joseph
 Perret, ingénieur, du même lieu, a institué contre
 ce dernier une action en séparation de biens.

BENOIT & JOANETTE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 2 février 1898. 983-4

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, de la paroisse de
 Saint-Blaise, district d'Iberville, épouse de Nar-
 cisse Brassard, cultivateur, du même lieu, et due-
 ment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Narcisse Brassard, cultivateur, de la dite pa-
 roisse de Saint-Blaise, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le 28 février 1898.

GIRARD & PELLETIER,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Jean, 1er mars 1898. 1027-4

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 Dame Philomène Paradis, of the town of Salaberry
 de Valleyfield, in the said district, wife common
 as to property of Stanislas Joncas, trader, of the
 same place, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Stanislas Joncas, Defendant.
 The plaintiff has, this day, instituted an action
 for separation as to property against the Defendant.

L. J. PAPINEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Beauharnois, 15th March, 1898. 1290

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, of the city and
 district of Montreal, wife common as to property
 of Joseph Alphonse Hudon, joiner, of the same
 place, has, this day, instituted an action in separate
 as to property against her husband.

LAVALLEE, LAVALLEE
 & LAVALLEE,
 Attorneys for Plaintiff.
 Montreal, 22nd February, 1898. 1034

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, of the town-
 ship of Compton, in the district of Saint Francis,
 has, this day, instituted an action as to property
 against her husband, Edward W. Brewster, of the
 said township of Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 19th February, 1898. 956

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 1618.

Dame Eva Gertrude Mann, of the city and district
 of Montreal, wife of John Augustine Mann, of
 the same place, Plaintiff.

vs.
 The said John Augustine Mann, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause.

CHARLES A. DUCLOS,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 12th March. 1898. 1232

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2072.

The plaintiff Dame C. S. Marie Simon, of the city
 of Montreal, wife common as to property with G.
 P. Joseph Perret, engineer, of the same place, has
 instituted an action in separation as to property
 against the said G. P. Joseph Perret.

BENOIT & JOANETTE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd February, 1898. 984

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, of the parish of Saint
 Blaise, district of Iberville, wife of Narcisse Bras-
 sard, farmer, of the same place, and duly author-
 ized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
 The said Narcisse Brassard, farmer, of the said
 parish of Saint Blaise, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in that cause the 28th February, 1898.

GIRARD & PELLETIER,
 Attorneys for Plaintiff.
 Saint Jean, 1st March, 1898. 1028

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 374.

Dame Mélina Lebœuf, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, a, ce jour, après autorisation, institué une action en séparation de biens contre son mari Ernest Rapin, charretier, du même lieu.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 22 février 1898. 855 5

IN FORMA PAUPERIS.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 338.

Dame Emélie Gauthier, épouse de H. Omer Boyer, de la ville de Valleyfield, district de Beauharnois, a, le 7 octobre 1897, pris une action en séparation de biens contre son mari.

PLANTE & CHALIFOUX,
Avocats de la demanderesse.

Valleyfield, 15 octobre 1897.
N. B.—Copie de l'annonce faite dans les journaux du dit district. 841-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 713

Dame Eloise Vézina, des cité et district de Montréal, épouse de Adolphe Lagarde, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs. le dit Adolphe Lagarde, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

GOUIN, LEMIEUX & D. CARIE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 février 1898. 839 5

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 455.

Dame Rollia *alias* Victoria Ashmar, de Papineauville, dit district, épouse commune en biens de Pierre Tadet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

AUGUSTE MACKAY,
Avocat de la demanderesse.

Hull, 8 mars 1898. 1205-3

Avis est par le présent donné que la société qui existait ci-devant entre Donald H. Loynachan et Charles W. Sriver, tous deux de Montréal, dans la province de Québec, associés en général, et John Sanders, de Kemptville, Orrin D. Casselman et Charles J. Soule, tous deux de Chesterville, dans la province d'Ontario, associés spéciaux, sous les nom et raison de Loynachan & Sriver, et faisant affaires dans la cité de Montréal, a été, ce jour, dissoute par les associés en général, lesquels ont acheté les intérêts des associés spéciaux.

DONALD H. LOYNACHAN,
CHARLES W. SCRIVER,
JOHN SANDERS,
C. J. SOULE,
O. D. CASSELMAN.

Montréal, 1er février 1898. 1151-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement "La loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 374.

Dame Mélina Lebœuf, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ernest Rapin, carter, of the same place.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 22nd February, 1898. 856

IN FORMA PAUPERIS.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 338.

Dame Emélie Gauthier, wife of H. Omer Boyer, of the town of Valleyfield, district of Beauharnois, has, the 7th October, 1897, taken an action in separation as to properties against her husband.

PLANTE & CHALIFOUX,
Advocates of the plaintiff.

Valleyfield, 15th October, 1897. 842
N. B.—Copy of the advertisement published in the newspapers of the said district.

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 713.

Dame Eloise Vézina, of the city and district of Montréal, wife of Adolphe Lagarde, butcher, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; vs. the said Adolphe Lagarde, Defendant.

The defendant has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

GOUIN, LEMIEUX & DECARIE,
Attorneys of the plaintiff.

Montreal, 18th February, 1898. 840

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 455.

Dame Rollia *alias* Victoria Ashmar, of Papineauville, said district, wife common as to property of Pierre Tadet, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, to day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

AUGUSTE MACKAY,
Plaintiff's Attorney.

Hull, 8th March, 1898. 1206

Notice is hereby given that the partnership heretofore existing between Donald H. Loynachan and Charles W. Sriver, both of Montréal, in the province of Québec, general partners, and John Sanders, of Kemptville, Orrin D. Casselman and Charles J. Soule, both of Chesterville, in the province of Ontario, special partners, under the name, style and firm of Loynachan & Sriver, and doing business in the city of Montréal, has been, this day, dissolved by the general partners, having bought out the interests of the special partners.

DONALD H. LOYNACHAN,
CHS W. SCRIVER,
JOHN SANDERS,
C. J. SOULE,
O. D. CASSELMAN.

Montreal, 1st February, 1898. 1152

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the Province for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Revised Statutes of the province of Québec, specially "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Gould Cold Storage Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire l'emmagasiner, dans des entrepôts munis de réfrigérants, des effets périssables et autres produits, et de faire toutes les affaires y ayant rapport en général.

3° L'endroit, dans la province de Québec, choisi comme principale place d'affaires de la dite compagnie, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000.

5° Le nombre d'actions du dit fonds social sera de 750 et le montant de chaque action sera de \$100 de la valeur au pair.

6° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit : John Dillon, marchand ; Joseph Bremner Clearihue, marchand ; Robert Cowans, marchand ; Ovid Miner Gould, marchand ; Charles Henry Gould, bibliothécaire ; Alfred Brittain, ingénieur civil ; Carl Wilhelm Vollmann, ingénieur civil, tous de la cité de Montréal, et John Andrew Macmaster, arimeur, de la ville de Westmount, tous de la province de Québec. Les dits John Dillon, Joseph Bremner Clearihue, Ovid Miner Gould et Alfred Brittain seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,
969-4 Solliciteurs des requérants.

AVIS.

Est par les présentes donné que, Louis Félix Pineault, avocat, de Québec, Thomas LeBel, commerçant, de Fraserville, Georges Beaulieu, hôtelier, Pascal Beaulieu, marchand, Napoléon Aubin, marchand, du village de Mont-Joli, Pitre Normand, cultivateur, Arsène Lavoie, cultivateur, Paul Guimont, marchand, de Sainte-Angèle de Mérici, Philéas Côté, marchand, Joseph Ferdinand Demers, médecin, Edouard Hudon, marchand, Jules Gendron, marchand, Octave Bérubé, cultivateur, Joseph Louis Bérubé, cultivateur, David Lévesque, tailleur, Georges Lavoie, marchand, Hilarion Tardif, marchand, Jules G. Martin, opérateur, de Saint-Octave de Métiis, Louis Napoléon Desrosiers, marchand, Auguste Plourde, hôtelier, Téléphore Fournier, hôtelier, de Sandy-Bay, s'adresseront par une requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, dont ils projettent la formation, en corporation politique :

1° Le nom de cette compagnie sera : "La Compagnie du Téléphone de Métiis" ;

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation est demandé est de construire et mettre en opération une ligne téléphonique dans les comtés de Matane et Rimouski ;

3° Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera à Saint-Octave de Métiis, comté de Matane ;

4° Le chiffre de son fonds social sera de deux mille cinq cent piastres (\$2 500 00), à être divisé en deux cent cinquante parts de dix piastres chacune ;

5° Louis Félix Pineault, de Québec, avocat, Thomas LeBel, de Fraserville, commerçant, Joseph Ferdinand Demers, médecin, Philéas Côté, marchand, de Saint-Octave de Métiis, et Louis Napoléon Desrosiers, marchand, de Sandy-Bay, seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. F. PINAULT,

Procureur des requérants

St-Octave de Métiis, 28 février 1898. 957-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,

1. The corporate name of the proposed company is "The Gould Cold Storage Company".

2. The object for which incorporation is sought is for the purpose of carrying on the business of cold storage and refrigeration of perishable goods and other products and for general warehousing business.

3. The place within the Province of Quebec, selected as the principal place of business of the said Company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock of said company is \$75,000.

5. The number of shares of said stock is to be 750 shares of the value of \$100 each.

6. The names in full, the addresses and calling of each of the said applicants are as follows : John Dillon, merchant ; Joseph Bremner Clearihue, merchant ; Robert Cowans, merchant ; Ovid Miner Gould, merchant ; Charles Henry Gould, librarian ; Alfred Brittain, civil engineer ; Carl Wilhelm Vollmann, civil engineer, all of the city of Montreal, and John Andrew Macmaster, stevedore, of the town of Westmount, all of the province of Quebec, of whom John Dillon, Joseph Bremner Clearihue, Ovid Miner Gould and Alfred Brittain are to be the first or provisional directors of said Company.

Dated at Montreal, this first day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,
970 Solicitors for applicants.

NOTICE

Is hereby given that, Louis Félix Pineault, advocate, of Quebec, Thomas LeBel, trader, of Fraserville, Georges Beaulieu, hotel keeper, Pascal Beaulieu, merchant, Napoléon Aubin, merchant, of the village of Mont-Joli, Pitre Normand, farmer, Arsène Lavoie, farmer, Paul Guimont, merchant, of Sainte-Angèle de Mérici, Philéas Côté, merchant, Joseph Ferdinand Demers, physician, Edouard Hudon, merchant, Jules Gendron, merchant, Octave Bérubé, farmer, Joseph Louis Bérubé, farmer, David Lévesque, tailor, Georges Lavoie, merchant, Hilarion Tardif, merchant, Jules G. Martin, operator, of Saint-Octave de Métiis, Louis Napoléon Desrosiers, merchant, Auguste Plourde, hotel keeper, Téléphore Fournier, hotel keeper, of Sandy Bay, will apply to the Lieutenant Governor to obtain the issue of letters patent under the great seal, granting a charter for the purpose of constituting the petitioners and all others who may become shareholders of the company whose formation is proposed, a body politic and corporate.

1. The name of this company will be "La Compagnie du Téléphone de Métiis".

2. The object for which the application for incorporation is made is to build and put in operation a telephone line in the counties of Matane and Rimouski.

3. The company's principal place of business will be at Saint-Octave de Métiis, county of Matane.

4. The amount of its capital stock will be two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into two hundred and fifty shares of ten dollars each.

5. Louis Felix Pineault, of Quebec, advocate, Thomas LeBel, of Fraserville, trader, Joseph Ferdinand Demers, physician, Philéas Côté, merchant, of Saint-Octave de Métiis, and Louis Napoléon Desrosiers, merchant, of Sandy Bay, will be the first directors of the company.

L. F. PINAULT,

Atty. for petitioners

St. Octave de Métiis, 28th February, 1898. 958

Public notice is hereby given that, within one month after the publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for the

pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom social de la compagnie projetée sera, "La Compagnie Michel Lefebvre (limitée)."

2° Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée, sont :

(a) L'acquisition de l'intérêt et de l'achalandage des requérants dans la fabrication et le commerce du vinaigre et conserves alimentaires actuellement exploitées par eux.

(b) La fabrication du vinaigre et de ses dérivés.

(c) La fabrication des conserves au sucre, au vinaigre, au sel et en général toutes autres conserves alimentaires.

(f) Le brassage, le maltage et la fabrication de la bière, du moût de bière, du ale, du porter et lager.

(g) La fabrication des vins.

(h) La fabrication des espèces, produits chimiques et pharmaceutiques.

La fabrication de tout ce qui est inhérent à l'emballage, l'emballage des produits ci-dessus.

Le commerce des produits ci-dessus et autres articles d'épicerie.

L'achat ou le louage de propriétés immobilières dans le but d'exercer ou d'étendre la fabrication et le commerce des produits ci-dessus.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants sont Michel Lefebvre, bourgeois ; Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, épouse séparée quant aux biens de Michel Théodule Lefebvre, industriel ; Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, épouse séparée quant aux biens de Michel Théodore Lefebvre, industriel ; Ernest Lamy, marchand ; Maurice Lefebvre, industriel, tous de la cité de Montréal.

6° Les premiers directeurs de la compagnie seront M. Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre et MM. Ernest Lamy et Maurice Lefebvre.

BISSAILLON, BROSSEAU,

LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 21 février 1898.

899-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Montreal Grain Elevating Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de faire, dans le Havre de Montréal, et ailleurs, dans la province de Québec, les affaires de transporter, décharger, charger et mettre dans les élévateurs, le grain et autres effets par des machines mues par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur quelconque ; de construire et acquérir des élévateurs, barges et autres vaisseaux nécessaires aux dites affaires, mus par la vapeur ou autre pouvoir moteur ; avec aussi le pouvoir d'acquérir, louer ou autrement les affaires d'aucune compagnie existante ou aucune compagnie qui pourra se former dans l'avenir pour les mêmes buts et objet ou de s'amalgamer avec elles,

granting of a charter by letters patent under the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the company projected, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Michel Lefebvre Company (limited)".

2. The purposes for which its incorporation is required are.

(a) The acquisition of the good will and of the custom of the petitioners in the manufacturing and commerce of vinegar and alimentary preparations now carried on by them.

(b) The manufacturing of vinegar and its derivatives.

(c) The manufacturing of preserves with sugar, with vinegar, salt and generally and other alimentary preserves.

(f) The brewing, the malting and the manufacturing of beer, mash, ale, porter and lager.

(g) The manufacturing of wines.

(h) The manufacturing of spices, chemical and pharmaceutical products.

The manufacturing of everything connected with the packing of the above mentioned products.

Dealing in the said articles.

Purchasing and leasing real estate for the purpose of carrying on or extending the manufacturing and business in the said products.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital stock will be one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names, residences and occupations of the petitioners are Michel Lefebvre, gentleman ; Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, wife separated as to property of Michel Théodule Lefebvre, manufacturer ; Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, wife separated as to property of Michel Théodore Lefebvre, manufacturer ; Ernest Lamy, merchant ; Maurice Lefebvre, manufacturer, all of the city of Montreal.

6. The first directors of the company will be Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre and Messrs Ernest Lamy and Maurice Lefebvre.

BISSAILLON, BROSSEAU,

LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for Petitioners.

Montreal, 21st February, 1898.

900

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant governor of the province for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies' incorporation act," constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Montreal Grain Elevating Company."

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of carrying on, in the Harbour of Montreal, and elsewhere, in the province of Quebec, the business of moving, discharging, loading and elevating grain and other effects by machinery driven by steam, electricity or other motive power whatsoever ; the construction and acquisition of elevators, barges and other vessels necessary for the purposes of said business and propelled by steam or other motive power ; with power also to acquire by purchase, lease or other agreement the business of or to amalgamate with any existing company, or any company which may hereafter be formed for like purposes or objects.

3° L'endroit choisi dans la province de Québec comme principale place d'affaires de la dite compagnie est la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie est de \$300,000.

5° Le nombre d'actions sera de 3,000 et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long et résidences des dits requérants sont comme suit : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, Alexander MacDougall, marchands, tous des cité et district de Montréal, dans la dite province, qui seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 24 février 1898. 895-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé proposé de la compagnie sera "The Sherbrooke Cigar Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, manufacturer et vendre du tabac sous toutes ses formes, et de faire tout commerce dont le tabac est susceptible.

3° L'endroit choisi dans la province de Québec comme principale place d'affaires de la dite compagnie est la cité de Sherbrooke.

4° Le montant ou chiffre projeté du fonds social est de \$15,000.

5° Le nombre des actions est de 600 et le montant de chaque action est de \$25.00.

6° Les noms, adresse et profession de chaque requérant sont : Joseph Fréchette, voiturier ; Joseph Albert Allard, cigarier ; Herménégilde Thibault, cigarier ; Joseph L. P. Riendeau, cigarier ; Napoléon Blanchard, barbier ; Joseph Gagné, cigarier ; Albert Fournier, cigarier ; Théophile Fournier, cigarier ; Ovide Charest, cigarier, tous de la cité de Sherbrooke ; et François-Xavier Kirouack, commis-voyageur, du township et du village de Warwick. Les cinq requérants en premier lieu nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 2 mars 1898. 1023-4

Avis est par le présent donné, que sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Telfer & Climie Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, vendre, exporter et faire le commerce de chevaux et autres animaux vivants, voitures, harnais et accessoires, à commission ou autrement ;

(b) De tenir des écuries de chevaux à louer, les recevoir en pension et les vendre ;

(c) De faire les affaires d'expéditeurs et agents d'assurance sur les animaux vivants ;

(d) De pensionner, loger et nourrir les animaux ;

(e) Et en général de faire toutes choses en rapport aux objets de la compagnie.

3. The place within the province of Quebec, selected as the chief place of business of the said company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock of said company is \$300,000.

5. The number of shares of said stock is to be 3,000 and the amount of shares \$100 each

6. The names in full and the addresses of each of the said applicants, are as follows : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, Alexander MacDougall, all of the city and district of Montreal, in said province, merchants, who are to be the first or provisional directors of said company.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 24th February, 1898. 896

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for the granting of a charter by letters patent, under the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the company projected, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Sherbrooke Cigar Company".

2. The purposes for which its incorporation is required are to buy, manufacture and sell tobacco in all its forms, and to carry on any trade of which tobacco is susceptible.

3. The place chosen in the province of Quebec as the principal place of business of the said company is the city of Sherbrooke.

4. The amount of its proposed capital stock is \$15,000.

5. The number of shares is 600 and the value of each share is \$25.00.

6. The names, address and calling of each of the petitioners, are : Joseph Fréchette, wheel-right ; Joseph Albert Allard, cigar-maker ; Herménégilde Thibault, cigar-maker ; Joseph L. P. Riendeau, cigar-maker, Napoléon Blanchard, barber ; Joseph Gagné, cigar-maker ; Albert Fournier, cigar-maker ; Théophile Fournier, cigar-maker ; Ovide Charest, cigar-maker, all of the city of Sherbrooke ; and François Xavier Kirouack, commercial traveller, of the township and village of Warwick. The five petitioners firstly above named will be the first or provisional directors of the said company.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for Petitioners.

Sherbrooke, 2nd March, 1898. 1024

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for Letters Patent of Incorporation as a Joint Stock Company :

1. The proposed name of the Company is "The Telfer & Climie Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of buying, selling, exporting and dealing in horses and other live stock, vehicles, harness and accessories, on commission or otherwise ;

(b) To carry on the business of livery ; sale and boarding stable keepers ;

(c) To carry on the business of shipping, forwarding and live stock insurance agents ;

(d) To carry on the business of boarding, housing and feeding live stock ;

(e) And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents actions de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Henry Charles Telfer, agent ; Georges Climie, commerçant ; Thomas Pearson, commis ; James Telfer, gentilhomme, et James Lowry, commerçant—tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN,

SHARP & COOK.

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 mars 1898.

1011-4

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred shares of one hundred dollars (\$100) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Henry Charles Telfer, agent ; George Climie, trader ; Thomas Pearson, clerk ; James Telfer, gentleman, and James Lowry, trader—all of the city of Montreal, in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors, and all of whom are British subjects.

HALL, CROSS, BROWN,

SHARP & COOK,

Attorneys for Applicants.

Montreal, 2nd March, 1898.

1012

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re S. Paquette & Cie, Insolubles ;
et

Biodeau & Renaud, Curateurs.

Un premier bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables, à nos bureaux à partir du onzième jour d'avril prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

BILODEAU & RENAUD,

Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.

Montréal, 22 mars 1898.

1383

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 31.

Avis est par le présent donné que Edmond Fournier, cultivateur et commerçant de foin de la paroisse de Saint-Simon, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, à la réquisition de la Banque Nationale, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, district de Québec, et ayant aussi une succursale en la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au greffe de la cour supérieure, du district de Saint-Hyacinthe.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,

Procureurs du gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 21 mars 1898.

1417

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re S. Paquette & Co., Insolvents ;
and

Biodeau & Renaud, Curators.

A first bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices from the eleventh day of April next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,

Curators.

15, Saint James street.

Montreal, 22nd March, 1898.

1384

Province of Quebec, }
District of St Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 31.

Notice is hereby given that Edmond Fournier, farmer and hay-trader, of the parish of Saint Simon, district of Saint Hyacinth, has, this day, at the request of La Banque Nationale, body politic duly incorporated having his principal place of business in the city and district of Quebec, and having also another place of business (succursale) in the city and district of Saint Hyacinth, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors at the office of the protonotary of the superior court, in the district of Saint Hyacinth.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,

Attorneys of the provisional guardian.

Saint Hyacinthe, 21st March, 1898.

1418

Vente d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE.

VENTE DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

In re Wm. A. Stuart, boulanger, Montréal, Failli.

Les soussignés vendront à l'encan public à leur salle d'encan, No 69, rue Saint-Jacques, Montréal MERCREDI, le 13 AVRIL 1898, à 11 heures A. M., l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité et paroisse de Montréal, autrefois de la ville de la Côte Saint-Louis, faisant front sur la rue Rivard de la dite ville, numéros du cadastre 600 et 602, connu et désigné sous la subdivision numéros 154, 155, 156, 157, 158 et 159 du lot officiel numéro 162—avec bâtisses sus-érigées, ainsi que le droit de passage dans la rue en arrière ; le tout couvrant

Sales of Real Estates under Insolvent Acts.

INSOLVENT NOTICE.

SALE OF IMMOVABLE PROPERTY.

In re Wm. A. Stuart, baker, Montreal, Insolvent.

The undersigned will sell by public auction, at their sales rooms, 69, Saint James street, Montreal, WEDNESDAY, the 13th APRIL, 1898, at 11 o'clock A. M., the following immovable :

A certain lot or piece of ground situate in Saint Denis ward, of the city and parish of Montreal, formerly in the town of Côte Saint Louis, fronting on Rivard street of said town, civic numbers 600 and 602, and known and designated under the subdivision numbers 154, 155, 156, 157, 158 and 159 of the official lot number 162—with the buildings thereon erected, and with the right of using the

une étendue de 11250 pieds de superficie, plus ou moins, No 602, rue Rivard.

Conditions de vente : Argent comptant.

Pour plus amples informations et examen du cahier des charges, s'adresser aux curateurs

GAGNON & CARON,

41, bâtisse des tramways, Montréal.
MARCOTTE FRÈRES,
Encanteurs. 1433

Règles de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Montréal. } *pour le Bas-Canada.*
No 280.

Le dix-neuvième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Raymond Auzias Turenne et Louis de Gaspé Beau-bien, tous deux de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, commerçants, et faisant affaires ensemble comme tels dans la ville de Saint-Louis, dit district, sous les nom et raison sociale de "La Cie Canadienne d'Approvisionnement,"
Demandeurs ;

vs.

Adam P. Bald, de la cité et du district de Montréal, commerçant, Défendeur ;

et

John Napier Fulton, de la ville de Summerlea dit district de Montréal, comptable. Tiers-saisi ;

et

Les Demandeurs, Contestants.

Sur ordre de l'honorable Michel Mathieu, juge de cette cour, donné le susdit dix-neuvième jour de mars courant, les créanciers du dit Adam P. Bald, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

WILL. BRUCE,
Dép. P. C. S.

1369

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }

Louis Bourdeau, journalier, de Lake Linden, dans les Etats-Unis d'Amérique, Demandeur ;

vs.

Alexis Chéri Bourdeau, de la paroisse de Saint-Michel Archange, district d'Iberville, Défendeur ;

et

Dame Alphonsine Perrier, de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, dans le dit district d'Iberville, veuve de feu Zacharie Bourdeau, en son vivant cultivateur, de Saint-Michel Archange, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Zacharie Bourdeau et Isaïe Fortin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, Opposants.

Les créanciers et parties intéressées dans la distribution de la somme de trois cent dix-sept piastres et quatre-vingt huit centins, prélevée par Charles Arpin, éc., shérif de ce district, et déposée par ce dernier entre les mains du protonotaire de cette cour, attendu la production d'une opposition au marc-la-livre, alléguant la déconfiture du défendeur en cette cause, provenant de la vente par le dit shérif des biens meubles appartenant au défendeur en cette cause, sont par les présentes notifiés de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire de cette cour, sous quinze jours à compter de la

lane in rear ; the whole subdivision lots covering an area of 11250 superficial feet, more or less. House, 602, Rivard street.

Terms of sale : Cash.

For further informations and inspection of specifications (*cahier des charges*) apply to

GAGNON & CARON,

41, Montreal street Railway Building.
MARCOTTE BROS,
Auctioneers. 1434

Rules of Court

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Montreal. } *for the Lower Canada.*
No. 280.

The nineteenth day of March, one thousand eight hundred and ninety eight.

Raymond Auzias Turenne and Louis de Gaspé Beau-bien, both of the town of Outremont, in the district of Montreal, merchants, doing business together as such in the town of Saint Louis, said district, under the name, firm and style of "La Cie Canadienne d'Approvisionnement,"
Plaintiffs ;

vs.

Adam P. Bald, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant ;

and

John Napier Fulton, of the town of Summerlea, said district of Montreal, accountant, Tiers-saisi ;

and

The Plaintiffs, Contestants.

Under the order of the Hon. Michel Mathieu, judge of this court, given on the nineteenth day of March aforesaid, the creditors of the said Adam P. Bald, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

WILL. BRUCE,
Dep. P. S. C.

1370

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }

Louis Bourdeau, laborer, of Lake Linden, in the United States of America, Plaintiff ;

vs.

Alexis Chéri Bourdeau, of the parish of Saint-Michel Archange, district of Iberville, Défendeur ;

and

Dame Alphonsine Perrier, of the said parish of Saint-Michel Archange, in the said district of Iberville, widow of the late Zacharie Bourdeau, in his lifetime farmer, of Saint-Michel Archange, as well in her own name as in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Zacharie Bourdeau and Isaïe Fortin, farmer, of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, Opposants.

The creditors and parties interested in the distribution of the sum of three hundred and seventeen dollars and eighty-eight cents, levied by Charles Arpin, esq., sheriff of this district, and by this latter deposited in the hands of the prothonotary of this court, seeing the filing of an opposition for payment *au marc la livre*, alleging the insolvency of the defendant in this cause, accruing from the sale by the said sheriff of the movable effects belonging to the defendant in this cause, are hereby notified to file their claims in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days from the date of the first

date de la première insertion du présent avis, sous peine de forclusion.

Par ordre de la cour.

DORÉ & MARCHAND,
Prothonotaire C. S.
Saint-Jean, 15 mars 1898. 1365

Licitation

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6166.

LICITATION.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant au village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le quinzième jour de mars courant (1898), dans une cause sous le numéro 6166, dans laquelle John Henry Smith, cultivateur, de la ville de Chester, dans l'Etat de New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, est demandeur ; et Dame Catherine Smith, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, veuve de feu John Clow, en son vivant forgeron, du même lieu ; Francis A. Smith, de la ville de Highgate, dans l'Etat de Vermont ; Mary Saint-Pierre, de la ville de Charlotte, dans l'Etat de Vermont, épouse de Julius Monette, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; George Saint-Pierre, Eusèbe Saint-Pierre et Burt Saint-Pierre, ces trois derniers de Charlotte susdit ; Dame Adélaïde Saint-Pierre, de la dite ville de Highgate, épouse de Thomas Dunham, du même endroit, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Célie Saint-Pierre, de pays inconnus, dans les Etats-Unis d'Amérique ; Jennie Barney, de Highgate susdit, épouse de George Frette, du même endroit, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Horace Smith, de la ville de Derry, dans l'Etat de New-Hampshire ; Charles H. Smith et Frank Timothy Smith, tous deux de la ville de Chester susdite, tous des Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir : Un certain morceau et lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le comté de Missisquoi, dans le district de Bedford, contenant environ vingt-six acres de terre et les bâtisses dessus érigées, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Armand Ouest, comme étant les lots numéros cinquante-deux et cinquante-trois (52 et 53), du cadastre de la dite paroisse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur le DIXIÈME jour de MAI prochain (1898), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Sweetsburg susdit, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.
S. CONSTANTINEAU, écr.,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg, 16 mars 1898. 1361
[Première publication, 26 mars 1898.]

insertion of the present notice, under pain of forclusion.

By order of the court.

DORÉ & MARCHAND,
Prothonotary S. C.
Saint John's, 15th March, 1898. 1366

Licitation

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6166.

LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, on the fifteenth day of March instant (1898), in a cause under the number 6166, in which John Henry Smith, of the town of Chester, in the state of New-Hampshire, one of the United States of America, farmer, is plaintiff ; and Dame Catherine Smith, of the city of Chicago, in the state of Illinois, widow of the late John Clow, in his lifetime of the same place, blacksmith ; Francis A. Smith, of the town of Highgate, in the state of Vermont ; Mary Saint Pierre, of the town of Charlotte, in the state of Vermont, wife of Jules Monette, of the same place, farmer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; George Saint Pierre, Eusèbe Saint Pierre and Burt Saint Pierre, the three last named of Charlotte aforesaid ; Dame Adélaïde Saint Pierre, of the said town of Highgate, wife of Thomas Dunham, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Célie Saint Pierre, of parts unknown in the United States of America ; Jennie Barney, of said Highgate, wife of George Frette, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Horace Smith, of the town of Derry, in the state of New-Hampshire ; Charles H. Smith and Frank Timothy Smith, both of the town of Chester aforesaid, all in the United States of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of a certain immovable property described as follows, to wit : A certain piece and parcel of land situated in the parish of Saint Armand West, in the county of Missisquoi, in the district of Bedford, containing about twenty six acres of land and the buildings thereon erected, and now known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Armand West, as lots numbers fifty two and fifty three (52 and 53), of the cadastre of said parish.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TENTH day of MAY next (1898), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the said superior court, in the court room of the court house, at the Sweetsburg aforesaid, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
Prothonotary S. C.
S. CONSTANTINEAU, Esq.,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 16th March, 1898. 1362
[First published, 26th March, 1898.]

Ratification

District de Joliette—Cour Supérieure.

Exparte : Dieudonné Giguère, de la ville de Joliette, district de Joliette, cultivateur, Requérent.

Avis est par le présent donné que le requérant a déposé au greffe de la cour supérieure du district de Joliette, aujourd'hui, un acte de vente par Louis Girard, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, au requérant le dit Dieudonné Giguère, passé devant Maître D. Désormier, notaire, à Joliette, le 1er mars 1898, des immeubles suivants, savoir : 1° Une terre située en la dite paroisse de Sainte-Elisabeth, connue et désignée sous le numéro deux cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse, contenant un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et bâtie de maison, grange et autres dépendances ; et 2° Une terre à bois située au même lieu, faisant partie du lot numéro cent soixante et dix, des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant deux arpents et un quart de largeur sur sept arpents et deux perches de profondeur, et là prenant six perches et six pieds de largeur sur une profondeur additionnelle de cinq arpents et six perches ; et bornée à un bout par Narcisse Gervais, à l'autre bout par le surplus du dit lot No. 170, d'un côté par François Boivin, et d'autre côté partie par Wilfrid Pelland et partie par le surplus du dit lot No. 170 ; que les dits immeubles ont été possédés pendant les trois dernières années qui ont précédé le présent avis par le dit Louis Girard, et, depuis la date du dit acte, par le requérant ; que le deuxième jour de mai prochain, le requérant demandera au tribunal de la cour supérieure siégeant à Joliette, la ratification de son dit titre ; et que tous créanciers qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles, sont par le présent requis de produire leurs oppositions dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la dite demande.

McCONVILLE & DUCHARME,

P. C. S.

Joliette, 17 mars 1898.

1367

[Première publication, 26 mars 1898.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } **A** IMÉ GIGUÈRE, Demandeur ; contre
No. 4166. }
FRANÇOIS COTÉ, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, de la contenance de six arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, étant les numéros deux B et deux C (Nos 2 B et 2 C) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton de Simpson—avec maison, grange et autres bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le SIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Sherif,

Député Sherif.

Arthabaskaville, 2 mars 1898.

1007-2

[Première publication, 5 mars 1898.]

Ratification

District of Joliette.—Superior Court.

Exparte : Dieudonné Giguère, of the town of Joliette, district of Joliette, farmer, petitioner.

Notice is hereby given that the petitioner has deposited, this day, in the office of the superior court, in the district of Joliette, a deed of sale by Louis Girard, of the parish of Sainte-Elizabeth, district of Joliette, farmer, to the said petitioner Dieudonné Giguère, passed before D. Desormier, notary, at Joliette, on the first of March 1898, of the following immoveables, to wit : 1. A farm situate in the said parish of Saint Elizabeth, known and described under number two hundred and fifteen, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, containing one and a half arpent in front by forty arpents in length, more or less, with house, barn and other appurtenances thereon erected ; and 2. A bush land situate at the same place, being part of lot number one hundred and seventy, of the said official plan and book of reference, containing two and a quarter arpents in breadth by seven arpents and two rods in length, and there taking six rods and six feet wide on an additional length of five arpents and six rods ; and bounded at one end of Narcisse Gervais, at the other end by the remainder of said lot No. 170, on one side by François Boivin, and on the other side partly by Wilfrid Pelland and partly by the surplus of said lot No. 170 ; that the said immoveables have been possessed during the last three years preceding this notice by the said Louis Girard, and, since the date of the above deed, by the petitioner ; that on the second day of May next, the petitioner shall make application to the Superior Court sitting at Joliette, for a judgment of confirmation of his said title ; and that all creditors, who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables, are hereby notified to produce their oppositions in the six days after the day fixed for said application to the said court.

McCONVILLE & DUCHARME,

P. S. C.

Joliette, 17th March, 1898.

1368

[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit : } **A** IMÉ GIGUÈRE, Plaintiff ; against FRANÇOIS
No. 4166. }
COTÉ, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Cyrille of Wendover, containing six arpents in width by twenty-eight arpents in depth, more or less, being the numbers two B and two C (Nos 2 B and 2 C), of the official cadastre for the second range of the township of Simpson—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office,

Deputy-sheriff.

Arthabaskaville, 2nd March, 1898.

1008

[First published, 5th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **LA CORPORATION**
District de Beauharnois. } **DU TOWNSHIP**
No. 342. } **DE GODMANCHES-**
TER. Demanderesse; vs. **WILLIAM MICHAEL**
O'NEIL ET AL.

Appartenant à William Michael O'Neil, l'un des défendeurs :

1° Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Anicet, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro huit cent vingt-six (826). Superficie cinquante acres (50).

2° Une autre terre située au même lieu et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les numéros six cent soixante-dix-sept et six cent soixante-dix-huit (677 et 678)—avec les bâtisses sus érigées sur les dites terres.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, **MERCREDI**, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE.

Bureau du Shérif. Shérif.
Beauharnois, 23 mars 1893. 1425
[Première publication, 26 mars 1898.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE CORPORATION**
District of Beauharnois. } **OF THE TOWNSHIP**
No. 342. } **SHIP OF GODMAN-**
CHESTER, Plaintiff; vs. **WILLIAM MICHAEL**
O'NEIL ET AL.

Belonging to William Michael O'Neil, one of the defendants :

1. A lot of land situate and being in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number eight hundred and twenty-six (826). Area fifty (50) acres.

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as numbers six hundred and seventy-seven and six hundred and seventy-eight (677 and 678)—with buildings erected on the said lands.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TWO** of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Beauharnois, 23rd March, 1898. 1426
[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **LA CORPORATION DE**
District de Bedford. } **LA PARTIE OUEST**
No. 6180. } **DU CANTON DE FARN-**

HAM, dans le dit district de Bedford, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la ville de Farnham, dans le dit district, Défenderesse; et avec le consentement de son procureur contre les meubles et immeubles de **FRANÇOIS CHEVALIER**, de la partie ouest du canton de Farnham, dans le district de Bedford, cultivateur, et Angèle Courtemanche, du même lieu, épouse séparée de biens du dit François Chevalier, et dûment autorisée par son dit mari à ester en justice dans cette cause, et le dit François Chevalier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Demandeur.

Toute cette étendue et morceau de terre étant partie des lots numéros quarante-huit (48) et quarante-neuf (49), dans le deuxième rang des lots de la partie ouest du canton de Farnham (arpentage primitif), comté de Missisquoi, district de Bedford, étant connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, comme lots numéros quatre-vingt (80) et quatre-vingt-un (81), contenant cent vingt-cinq (125) acres de terre en superficie—avec les bâtisses sus-érigées. Sauf et excepté cette partie du dit lot quatre-vingt-un (81), ci-devant vendue à un nommé Pierre Bédard, à savoir : Toute cette étendue ou morceau de terre sis et situé dans la dite paroisse formant partie du dit lot de cadastre quatre-vingt-un (81), et ayant deux arpents et une perche et demie de largeur du nord au sud du dit lot quatre-vingt-

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **THE CORPORATION OF**
District of Bedford. } **THE WEST PART OF**
No. 6180. } **THE TOWNSHIP OF FARN-**

HAM, in said district of Bedford, a body politic and corporate, having its head office in the town of Farnham, in said district, Defendant; and with the consent of its attorney against the goods and lands of **FRANÇOIS CHEVALIER**, of the west part of the township of Farnham, in the district of Bedford, farmer, and Angèle Courtemanche, of the same place, wife separated as to property of said François Chevalier, and duly authorized by her said husband to ester en justice in this cause, and the said François Chevalier as well personally as to authorize his said wife to these presents, Plaintiff.

All that certain tract and parcel of land being part of lots numbers forty-eight (48) and forty-nine (49), in the second range of lots of the west part of the township of Farnham, (primitive survey), county of Missisquoi, district of Bedford, being known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Romuald de Farnham, as lots numbers eighty (80) and eighty-one (81), containing one hundred and twenty-five (125) acres of land in superficies—with the buildings thereon erected. Save and except that part of said lot eighty-one (81), previously sold to one Pierre Bédard, to wit : All that certain tract or parcel of land situate, lying and being in said parish forming part of said cadastral lot eighty-one (81), and being two arpents and one perche and a half in width from north to south of said lot eighty-

un (81), sur toute la profondeur d'icelui de l'est à l'ouest, et étant borné comme suit : au nord par les terres du susdit Pierre Bédard, au sud par le résidu du dit lot de cadastre quatre-vingt-un (81), situé immédiatement au sud du centre de la deuxième décharge ou fossé sud courant de l'ouest à l'est sur le dit lot de cadastre quatre-vingt-un (81), et en suivant le dit fossé vers l'est par une ligne imaginaire parallèle à la ligne nord d'icelui pour servir comme borne sud, vers l'est par la ligne est du dit lot de cadastre quatre-vingt-un (81), et vers l'ouest par la ligne ouest d'icelui.

Pour être vendue comme appartenant à Dame Angèle Courtemanche, un des dits défendeurs (par ordre du juge), à la porte du front de l'Hôtel de Ville et la Halle au Marché, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 16 mars 1898.

Shérif.
1401

[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Shefford.

Province de Québec,

District de Bedford.

No 5163.

} **MATHEW MOODY ET**
HENRY MOODY,

tous deux du village de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, commerçants et manufacturiers d'instruments agricoles, y faisant affaires ensemble comme tels en société sous les nom et raison de Mathew Moody & Sons, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ETIENNE ALIAS ETIENNE CHARTIER, FILS, ci-devant du canton de Granby, dans le comté de Shefford, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Cette terre étant partie des lots dix-huit, dix-neuf et vingt du septième rang, arpentage primitif, du canton de Granby, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connus et désignés comme : 1° Lot numéro six cent cinquante-neuf (659) des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby. 2° Le tiers sud des lots six cent quarante-six (646), six cent cinquante et un (651) et six cent soixante (660), des dits plan et livre de renvoi officiels ; bornés au nord par la partie du milieu des dits lots appartenant à Jacques Cartier, au sud partie par les terres de Louis Roy et partie par le lot six cent cinquante-neuf, à l'ouest par les terres de Donat Authier, Gilbert Roy et Dame Lacasse, et à l'est par un chemin public. Le dit morceau de terre contenant ensemble environ soixante et un acres de terre en superficie.

La dite terre pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif.

Sweetsburg, 21 mars 1898.

[Première publication, 26 mars 1898.]

Shérif.
1403

one (81), by the whole length thereof from east to west, and being bounded as follows : north by the lands of Pierre Bédard aforesaid, south by the remainder of said cadastral lot eighty-one (81), which lies immediately south of the centre of the second south discharge or ditch running west to east on said cadastral lot eighty-one (81), and by extending the said ditch easterly by an imaginary line paralleled with the north line thereof to serve as the southerly boundary, towards the east by the east line of said cadastral lot eighty-one (81), and towards the west by the west line thereof.

To be sold as belonging to Dame Angèle Courtemanche, one of the said Plaintiffs (by order of the Judge), at the front door of the Town Hall and Market Building, in the town of Farnham and district of Bedford on the THIRTIETH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 16th March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff.
1402

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Shefford.

Province of Quebec,

District of Bedford.

No. 5163.

} **MATHEW MOODY AND**
HENRY MOODY,

both of the village of Terrebonne, in the district of Terrebonne, trader and manufacturers of agricultural implements, doing business together there as such in copartnership under the name and style of Mathew Moody & Sons, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ETIENNE ALIAS ETIENNE CHARTIER, FILS, heretofore of the township of Granby, in the county of Shefford, and now absent from the province of Quebec, Defendant.

That certain farm being part of lots eighteen, nineteen and twenty of the seventh range, of the primitive survey of the township of Granby, in the county of Shefford and district of Bedford, actually known and distinguished as: 1. Lot number six hundred and fifty-nine (659) of the official plan and book of reference of the said township of Granby. 2. The south third of the lots six hundred and forty-six (646), six hundred and fifty-one (651) and six hundred and sixty (660) of the said official plan and book of reference ; bounded on the north by the middle part of said lots belonging to Jacques Cartier, on the south partly by the lands of Louis Roy and partly by lot six hundred and fifty-nine, on the west by the lands of Donat Authier, Gilbert Roy and one Dame Lacasse, and on the east by a public road. Said piece of land containing altogether about sixty-one acres of land in superficies.

The said farm to be sold at the parish church door of Notre Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 21st March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff.
1404

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir :

} **OLIVIER EDOUARD**
No. 1677. } **GAUVREAU ET**
GEORGE NAPOLEON BELLEAU, de Québec, marchands, faisant affaires en société comme tels, à

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit :

} **OLIVIER EDOUARD**
No. 1677. } **GAUVREAU AND**
GEORGE NAPOLEON BELLEAU, of Québec, merchants, carrying on business in copartnership as

Québec, sous le nom de Gauvreau, Belleau & Co.,
Demandeurs ; contre ED. LEMIEUX, Défendeur.

1° Le lot de terre connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro trente-quatre du cinquième rang du dit canton, contenant cent trois acres en superficie, plus ou moins.

2° Le lot de terre connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro vingt-quatre du sixième rang du dit canton, contenant quatre-vingt-onze acres en superficie, plus ou moins.

3° La partie du lot de terre, connue et désignée au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro vingt-cinq A, du sixième rang du dit canton, contenant soixante et un acres en superficie, plus ou moins.

4° La partie du lot de terre, connue et désignée au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro vingt-cinq B, du sixième rang du dit canton, contenant vingt-sept acres en superficie, plus ou moins.

5° Le lot de terre connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels, du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro vingt-six du sixième rang du dit canton, contenant quatre-vingt-sept acres en superficie, plus ou moins.

6° Le lot de terre, connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, sous le numéro cinquante-neuf du septième rang du dit canton, contenant cent sept acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne du Saguenay, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 22 mars 1898.

[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Dans le district de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir : } WILLIAM BOILY ET
No 4275. } JOSEPH ALFRED

CLAVEAU, tous deux de Chicoutimi, marchands, et faisant commerce et société sous les nom et raison de Boily et Claveau, Demandeurs ; contre ALFRED BOLDUC, ci-devant de Saint-Fulgence, comté et district de Chicoutimi, et maintenant de Causapscal, Défendeur.

Une terre comprenant, d'après le cadastre officiel du canton de Harvey, le lot numéro No 16 et le lot No 17a, situés dans le rang A, du dit canton, contenant 175 acres en superficie, plus ou moins—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Fulgence, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 1er mars 1898.

[Première publication, 5 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.
Canada, } NOEL LAGUE, gentil-
Province de Québec, } homme, de la municipa-
District d'Iberville, } lité de Standbridge Station,
No. 6267. } dans le district de Bedford,

such at Quebec, under the style and firm of Gauvreau, Belleau & Co., Plaintiffs ; against EDMOND LEMIEUX, Defendant.

1. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Tremblay as number thirty-four of the fifth range of the said township, containing one hundred and three acres in area, more or less.

2. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Tremblay as number twenty-four of the sixth range of the said township, containing ninety-one acres in area, more or less.

3. The part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Tremblay as number twenty-five A, of the sixth range of the said township, containing sixty-one acres in area, more or less.

4. The part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Tremblay as number twenty-five B, of the sixth range of the said township, containing twenty-seven acres in area, more or less.

5. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of township Tremblay as number twenty-six of the sixth range of the said township, containing eighty-seven acres in area, more or less.

6. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Tremblay as number fifty-nine of the seventh range of the said township, containing one hundred and seven acres in area, more or less.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne du Saguenay, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 22nd March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the district of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit : } WILLIAM BOILY AND
No. 4275. } JOSEPH ALFRED

CLAVEAU, both of Chicoutimi, merchants, and doing business in partnership under the name, style and firm of Boily and Claveau, Plaintiffs ; against ALFRED BOLDUC, heretofore of Saint-Fulgence, county and district of Chicoutimi, and now of Causapscal, Defendant.

A land comprising, on the official cadastre of the township of Harvey, lot No. 16 and lot No. 17a, situate in range A, of the said township, containing 175 acres in area, more or less—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Fulgence, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 1st March, 1898.

[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.
Canada, } NOEL LAGUE, gentle-
Province of Québec, } man, of the municipality
District of Iberville, } of Standbridge Station, in the
No. 6267. } district of Bedford, Plaintiff ;

Demandeur ; contre **THEODORE SMITH**, de la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, l'un des Défendeurs en cette cause.

1° Une terre située sur le rang Rivière aux Brochets, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent quatre-vingt-trois (No. 183), de la contenance de cinquante-six arpents, trente perches et deux cent cinquante-neuf pieds en superficie — avec une maison et autres bâties y érigées.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (No. 184), de la contenance de cinquante-six arpents en superficie — avec une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Sébastien, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'AVRIL prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 23 mars 1898. 1413
[Première publication, 26 mars 1898.]

against **THEODORE SMITH**, of the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, one of the Defendants in this cause.

1. A farm situated on the Pike River range, in the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under the number one hundred and eighty-three (No. 183), containing fifty-six arpents, thirty perches and two hundred and fifty-nine feet in superficies—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another farm situated at the same place, known and designated on the said official plan and book of reference under the number one hundred and eighty-four (No. 184), containing fifty-six arpents in superficies—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Sébastien, on the **TWENTY-SEVENTH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 23rd March, 1898. 1414
[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Joliette.

Joliette, à savoir : **J** **JEAN NOË PRUDHOMME**,
No. 4771. Demandeur ; vs **PIERRE**
MARION, Défendeur.

La moitié indivise d'une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le comté et district de Joliette, sous le numéro cent soixante et neuf (169).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'AVRIL prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 21 mars 1898. 1371
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Joliette.

Joliette, à savoir : **D** **DAME ELODIE BEAU-**
No. 2905. **P** **PARLANT**, Demandeur ;
contre **CLEOPHAS BRAZEAU ET AL.**, Defen-
deurs.

1° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et deux (162), des plan et livre de renvoi officiels de Lanoraie, de la contenance de une perche et treize pieds sur trois perches et neuf pieds environ.

2° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quatre vingt-dix-neuf (699), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, de la contenance de cinq perches par vingt arpents environ.

3° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et un (161) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, de la contenance de trois perches et dix pieds par cinq perches et douze pieds environ.

4° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent dix-sept (817), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, contenant vingt-deux arpents et deux perches en superficie.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, to wit : **J** **JEAN NOË PRUDHOMME**,
No. 4771. Plaintiff ; vs **PIERRE**
MARION, Defendant.

The undivided half of a land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Charles Borromée, in the county and district of Joliette, as number one hundred and sixty-nine (169).

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the **TWENTY-NINTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 21st March, 1898. 1372
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, to wit : **D** **DAME ELODIE BEAUPAR-**
No. 2905. **P** **PARLANT**, Plaintiff ; against
CLEOPHAS BRAZEAU ET AL., Defendants.

1. A lot known and designated as lot number one hundred and sixty-two (162), of the official plan and book of reference of Lanoraie, containing one perch and thirteen feet by three perches and nine feet about.

2. A lot known and designated as lot number six hundred and ninety-nine (699), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, containing five perches by about twenty arpents.

3. A lot known and designated as number one hundred and sixty-one (161), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, containing three perches and ten feet by about five perches and twelve feet.

4. A lot known and designated as being lot number eight hundred and seventeen (817), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, containing twenty-two arpents and two perches in area.

5° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent dix-huit (818), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, contenant en superficie un arpent par neuf arpents, neuf perches et neuf pieds.

6° Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro six cent cinquante-neuf (659), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, contenant en superficie deux arpents par vingt arpents.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 21 mars 1898.

Shérif.
1373

[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montreal.

Joliette, à savoir : } CORNELIUS GREENWOOD, No 1583. }
WOOD, tuteur dûment nommé à l'enfant mineur de feu Robert Crouchon et de feu Dame Elisabeth Greenwood, de la cité et district de Montréal, Demandeur ; contre WILLIAM DENT, Défendeur.

2° Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption, district de Joliette, sous le numéro mille huit cent quarante-deux (1842).

1° Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, dans le comté de Montcalm, district de Joliette, sous le numéro dix-neuf A (19 A).

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, savoir : le No 19 A et le lot No 1842. à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 23 mars 1898.

Shérif.
1461

[Première publication, 26 mars 1898.]

5. A lot known and designated as being lot number eight hundred and eighteen (818), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, containing in area one arpent by nine arpents, nine perches and nine feet.

6. A lot known and designated as being lot number six hundred and fifty-nine (659), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, containing in area two arpents by twenty arpents.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 21st March, 1898.

Sheriff.
1374

[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Joliette, to wit : } CORNELIUS GREENWOOD, No. 1583. }
tutor duly appointed to the minor child of Robert Crouchon and of the late Dame Elizabeth Greenwood, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against WILLIAM DENT, Defendant.

2. A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin, in the county of l'Assomption, district of Joliette, as number one thousand eight hundred and forty-two (1842)

1. A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, in the county of Montcalm, district of Joliette, as number nineteen A (19 A).

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, to wit : No. 19 A and lot No. 1842, at the church door of the parish of Saint Lin, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 23th March, 1898.

Sheriff.
1462

[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } BERNARD MIVILLE No 906. }
DIT DESCHENES, forgeron, de la paroisse de Saint-Paschal, Demandeur ; contre AMABLE LAVOIE, cultivateur, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre sise et située en le quatrième rang de la paroisse de Saint-Paschal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Paschal, sous les numéros cinq cent quarante et cinq cent quarante et un (Nos 540 et 541), contenant soixante et douze arpents, plus ou moins en superficie—sans bâtisse.

2° Une autre terre située au même lieu contenant soixante et dix-neuf arpents et quatre-vingt-quatorze perches, plus ou moins, en superficie, connue et désignée sous le numéro cinq cent quarante-deux (No 542), du même cadastre—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paschal, MERCREDI, le SIXIEME

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court

Kamouraska, to wit : } BERNARD MIVILLE No. 906 }
DIT DESCHENES, blacksmith, of the parish of Saint Paschal, Plaintiff ; against AMABLE LAVOIE, farmer, of the same place, Defendant, to wit :

1. A land situate in the fourth range of the parish of Saint Paschal, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Paschal, as numbers five hundred and forty and five hundred and forty one (Nos 540 & 541) containing seventy-two arpents, more or less, in area—without buildings.

2. Another land situate at the same place, containing seventy-nine arpents and ninety-four perches, more or less, in area, known and designated as number five hundred and forty-two (No. 542) of the same cadastre—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paschal, on WEDNESDAY, the SIXTH day

jour d'AVRIL prochain, à DIX heures avant-midi.
Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,
Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 28 février 1898. 1001-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JACQUES CLEMENT
District de Montmagny. } dit LABONTE, de
No. 170. } la paroisse de Saint-Ger-
vais, rentier, contre CYRILLE FRADET, autre-
fois de Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland et
maintenant de Saint Gervais, savoir :

1° La moitié indivise, plus les cinq douzièmes ind-
vis de l'autre moitié indivise d'une terre connue
sous le numéro douz : (12) du cadastre officiel de
Saint-Gervais.

2° La moitié indivise, plus les cinq douzièmes
indivis de l'autre moitié indivise d'une terre connue
sous le numéro mille huit cent dix (1810) du cadastre
officiel de Saint-Gervais,—le tout avec bâtisses des-
sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Gervais, JEUDI, le VINGT-HUI-
TIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du
matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE, Shérif.
Bureau du Shérif, Montmagny, 15 mars 1898. 1407
[Première publication, 26 mars 1898.]

Ventes par le Sheriff—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montreal.

Montreal, à savoir : { DAME MARGARET
No 800. } MACPHERSON, des
cité et district de Montréal, veuve de feu Charles
G. Hold, en son vivant de Québec, conseil de la
reine et juge des sessions, DAME ELLEN MAC-
PHERSON, épouse de George H. Holt, de la ville
de Saint-Jean, dans la dite province, gentilhomme,
et dûment autorisée par son dit mari et JAMES
HERVEY, de la paroisse de Saint-Raymond, dans
la susdite province de Québec, en sa qualité de
tuteur dûment nommé à Mabel Hervey, enfant
mineure, Demandeurs ; contre les terres et tene-
ments mentionnés et décrits dans la cédule marquée
A, annexée au bref, la propriété de JOHN LANG
MORRIS, des cité et district de Montréal, conseil
de la reine, et CHARLES MACPHERSON HOLT,
du même lieu, avocat, en leur qualité d'exécuteurs
des biens de feu Charlotte Fisher, Défendeurs,
maintenant en la possession de Charles A. Merrill,
des cité et district de Montréal, commis, curateur
dûment nommé au délaissement fait en cette cause
par les dits défendeurs *ès-qualité*.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs *ès-qualité*
et maintenant en la possession du dit cura-
teur dûment nommé au délaissement fait en cette
cause par les dits défendeurs *ès-qualité*, l'immeuble
des dits défendeurs *ès-qualité* ci-après décrit, savoir :

of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.
Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 28th February, 1898. 1002
[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } JACQUES CLEMENT
District of Montmagny. } dit LABONTE, of
No. 170. } the parish of Saint Ger-
vais, rentier ; against CYRILLE FRADET, formerly
of Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, and now
of Saint Gervais, to wit :

1. The undivided half, plus the five undivided
twelfths of the other undivided half of a land known
as number twelve (12), of the official cadastre of
Saint Gervais.

2. The undivided half, plus the five undivided
twelfths of the other undivided half of a land known
as number one thousand eight hundred and ten
(1810), of the official cadastre of Saint Gervais—
the whole with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint
Gervais, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH
day of APRIL next, at TEN of the clock in the
forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE, Sheriff.
Sheriff's Office, Montmagny, 15th March, 1898. 1408
[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { DAME MARGARET MAC-
No. 800. } PHERSON, of the city and
district of Montreal, widow of the late Charles G.
Hold, in his lifetime of Quebec, Queen's Counsel
and judge of Sessions, DAME ELLEN MAC-
PHERSON, wife of George H. Holt, of the town
of Saint Johns, in said province, gentleman, and
duly authorized by her said husband and JAMES
HERVEY, of the parish of Saint Raymond, in the
province of Quebec aforesaid, in his quality of tutor
duly appointed to Mabel Hervey, a minor, Plaintiffs;
against the lands and tenements mentioned and
described in the schedule marked A to the writ
annexed to property of JOHN LANG MORRIS,
of the city and district of Montreal, Queen's Coun-
sel, and CHARLES MACPHERSON HOLT, of
the same place, advocate, in their quality of execu-
tors of the estate of the late Charlotte Fisher,
Defendants, now in the hands of Charles A. Merrill,
of the city and district of Montreal, clerk, curator
duly named to the *délaissement* made in this cause
by the said defendants *ès-qualité*.

Seized as belonging to the said defendants *ès-qualité*
and now in the possession of the said curator
duly appointed to the *délaissement* made in this
cause by the said defendants *ès-qualité*, the immov-
able of the said defendants *ès-qualité* herein men-
tioned, to wit :

Ce lot de terre formant le coin des rues Bleury et Lagauchetière, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent comme lot numéro six cent quatre-vingt A (680 A)—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 22 mars 1898. 1393
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME RACHEL LEROY,
No 2623. } des cité et district
de Montréal, veuve de feu George Christian Beck, en son vivant du même lieu, boucher, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOHN LAWRENCE JENSEN, du même lieu, Défendeur.

Ces trois lots de terre situés dans le quartier Sainte-Marie, de la dite cité de Montréal, connus sous les numéros cinq cent trente-deux, cinq cent trente-trois et cinq cent trente-quatre, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, contenant chacun cinquante pieds de front sur la rue Shaw sur cinquante-deux pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins—avec une bâtisse en pierre et en briques employée comme bureau de teinturerie et autres bâties sus-érigées, avec les machines, appareils et appartenances y appartenant.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 22 mars 1898. 1389
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE WESTERN BANK
No. 3398. } OF CANADA, corps incorporé, ayant son bureau principal dans le district de Oshawa, Ontario, Demanderesse ; contre les terres et tenements de NAPOLEON CAMPEAU et ADELBER VALLÉE, du Fief Choisy, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, Napoléon Campeau, les immeubles suivants, savoir :

1° Un certain lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse du Très-Saint-Rédempteur où il est situé, sous le numéro un (No 1), de la contenance de quarante arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec maison, grange et écurie dessus érigées.

2° La moitié indivise d'un certain lopin de terre, de forme irrégulière, situé au Fief Choisy, en la paroisse de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, dit district, distrait du lot désigné au cadastre hypothécaire de la dite paroisse, sous le numéro deux mille treize B (No 2013 B), tel que le dit terrain se trouve compris entre les bornes 12, 13, 14, 15, A, B, C, D, du plan figuratif qu'en a fait Henry Harwood, arpenteur juré, le trente et un mai mil huit cent quatre-vingt-quatre, et contenant d'après le procès-verbal d'arpentage, dressé le même jour par le dit Harwood, cinq arpents et vingt-deux perches et cent quatre-vingt-dix pieds en superficie, avec pouvoir d'eau, chaussée, écluse, un moulin à scie, un moulin à farine, une maison, une écurie, une remise et autres dépendances érigées sur le dit terrain, ainsi que tous les droits et privilèges inhérents aux dits pouvoir d'eau, chaussée, écluse et tous les ustensiles nécessaires à l'exploitation des dits moulins à scie et à farine, et en outre avec le chemin actuellement existant pour communiquer à

That certain lot of land forming the corner to Bleury and Lagauchetière streets, in the city of Montreal, and known and designated upon the official plan and in the book of reference of Saint Lawrence ward as lot number six hundred and eighty A (680 A)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1898. 1394
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME RACHEL LEROY,
No. 2623. } of the city and district
of Montreal, widow of the late George Christian Beck, in his lifetime of the same place, butcher, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN LAWRENCE JENSEN of the same place, Defendant.

Those three certain lots of ground situate in Saint Mary ward, of the said city of Montreal, known as numbers five hundred and thirty-two, five hundred and thirty-three and five hundred and thirty-four, in the official plan and book of reference or said ward, containing each fifty feet front on Shaw street by fifty-two feet in depth, french measure, more or less—with a stone and brick building used as a dyeing house office and out premises thereto thereon erected, with the machinery, fixtures and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1898. 1390
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE WESTERN BANK OF
No. 3398. } CANADA, a body corporate, having its head office in the district of Oshawa, Ontario, Plaintiff ; against the lands and tenements of NAPOLEON CAMPEAU and ADELBER VALLÉE, of Fief Choisy, in the district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Napoléon Campeau, the following immovables, to wit :

1° A certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Le Très Saint Rédempteur wherein it is situate, as number one (No. 1), containing forty arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement—with house, barn and stable thereon erected.

2. The undivided half of a certain lot of land, of irregular outline, situate in the Fief Choisy, in the parish of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, said district, taken from the lot designated on the hypothecary cadastre of the said parish, as number two thousand and thirteen B (No. 2013 B), such as the said lot is comprised within the boundaries 12, 13, 14, 15, A, B, C, D, of the figured plan which Henry Harwood, sworn surveyor, made of it on the thirty-first of May, one thousand eight hundred and eighty four, and containing according to the minutes of survey, drawn up on the same day by the said Harwood, five arpents and twenty-two perches and one hundred and ninety feet in area, with water, power, dam, sluice, saw mill, a flour mill a house, a stable and a shed and other dependencies erected on the said lot, as also all the rights and privileges inherent to the said water power, dam, sluice and all the utensils necessary for the working of the said saw mill and flour mill, and moreover with the road actually existing to com-

pieds et en voiture des di s moulins à la seigneurie de Rigaud, à la charge d'entretenir ce chemin de la même manière que les défendeurs et ses auteurs y étaient tenus.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Adelber Vallée, l'immeuble suivant, savoir :

3° La moitié indivise d'un certain lopin de terre, de forme irrégulière, situé au Fief Choisy, en la paroisse de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, dit district, distrait du lot désigné au cadastre hypothécaire de la dite paroisse, sous le numéro deux mille treize B (No. 2013 B), tel que le dit terrain se trouve compris entre les bornes 12, 13, 14, 15, A, B, C, D, du plan figuratif qu'en a fait Henry Harwood, arpenteur juré, le trente et un mai mil huit cent quatre-vingt-quatre, et contenant d'après le procès-verbal d'arpentage, dressé le même jour par le dit Harwood, cinq arpents vingt-deux perches et cent quatre-vingt-dix pieds en superficie—avec pouvoir d'eau, chaussée, écluse, un moulin à scie, un moulin à farine, une maison, une écurie, une remise et autres dépendances érigées sur le dit terrain, ainsi que tous les droits et privilèges inhérents aux dits pouvoirs d'eau, chaussée, écluse et tous les ustensiles nécessaires à l'exploitation des dits moulins à scie et à farine; et en outre, avec le chemin actuellement existant pour communiquer à pied et en voiture des dits moulins à la seigneurie de Rigaud, à la charge d'entretenir ce chemin de la même manière que les défendeurs et ses auteurs y étaient tenus.

Pour être vendus ainsi qu'il suit, savoir : le paragraphe No. 1, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Très-Saint-Rédempteur, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et les paragraphes Nos 2 et 3 pour être vendus comme un seul lot à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 22 mars 1898. 1387
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA BANQUE D'HOCHE-
No. 383. } L LAGA, corps politique
et incorporé ayant son principal siège et bureau
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Demanderesse; contre les terres et tenements de
ETIENNE ROBERT, contracteur, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

Un terrain connu et désigné comme lot numéro trois (3), de la subdivision officielle du lot numéro huit cent soixante et onze (871), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, à Montréal—avec les maisons et bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 22 mars 1898. 1411
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No. 1474. } L FRANCO-CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant le principal
siège de ses affaires en la cité et le district de
Montréal, Demandeur; contre les terres et tene-
ments de ELIE H. CHOLETTE, de la ville de
Toronto, dans la province d'Ontario, Pétronille
Cholette, épouse de David Daoust, et le dit Daoust
pour autoriser sa dite épouse à ester en justice,
Virginie Cholette, épouse de Téléphore André, et

municate on foot or in vehicles from the said mills to the seignior of Rigaud, subject to the charge of maintaining this road in the same way as the defendants and his predecessor were thereunto bound.

Seized as belonging to the said defendant Adelber Vallée, the following immovable, to wit :

3. The undivided half of a certain lot of land of irregular outline, situate in the Fief Choisy, in the parish of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, said district, taken from the lot designated on the hypothecary cadastre of the said parish as number two thousand and thirteen B (No. 2013 B), such as the said lot is comprised within the boundaries 12, 13, 14, 15, A, B, C, D of the figured plan which Henry Harwood, sworn surveyor, made of it on the thirty-first of May, one thousand eight hundred and eighty-four, and containing according to the minutes of survey, drawn up on the same day by the said Harwood, five arpents twenty-two perches and one hundred and ninety feet in area, with water, power, dam, sluice, saw mill, a flour mill a house, a stable and a shed and other dependencies erected on the said lot, as also all the rights and privileges inherent to the said water power, dam, sluice and all the utensils necessary for the working of the said saw mill and flour mill, and moreover, with the road actually existing to communicate on foot or in vehicles from the said mills to the seignior of Rigaud, subject to the charge of maintaining this road in the same way as the defendant and his predecessor were thereunto bound.

To be sold as follows to wit : paragraph No. 1 at the door of the parish church of the parish of Le Très-Saint-Rédempteur, on the TWENTY-NINTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon; and paragraphs Nos. 2 and 3 to be sold at one lot at the door of the parish church of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 22nd March, 1898. 1388
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LA BANQUE D'HOCHE-
No. 383. } L LAGA, body politic duly
incorporated, having its principal office and place of
business in the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of
ETIENNE ROBERT, contractor, of the city and
district of Montreal, Defendant.

A lot known and designated as lot number three (3), of the official subdivision of lot number eight hundred and seventy-one (871), of the official plan and book of reference of Saint James ward, at Montreal—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1898. 1412
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 1474. } L FRANCO-CANADIEN,
a body politic and corporate, having its chief place
of business in the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of ELIE
H. CHOLETTE, of the town of Toronto, in the
province of Ontario, Pétronille Cholette, wife
of David Daoust, and the said Daoust to au-
thorize his said wife to appear in judicial proceed-
ings, Virginie Cholette, wife of Téléphore André,

o dit André pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, tous de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, Agnès Cholette, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, Wenceslas Cholette, de Marinette, dans l'Etat de Wisconsin, un des Etats-Unis d'Amérique, Mary Cholette, épouse de Moïse Rodrigue, et le dit Rodrigue pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Olympe Cholette, épouse de Frank Maisonneuve, et le dit Maisonneuve pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Ernestine Cholette, épouse de Joseph William Proctor, et le dit Proctor pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, ces derniers de Peshtigo, dans l'Etat de Wisconsin, un des Etats-Unis d'Amérique, et François Latreille, de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Cet immeuble situé à la Rivière à Delisle, concession sud, en la paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, district de Montréal, et formé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, comme étant les numéros deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre (223 et 224)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 23 mars 1898. 1409
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PIERRE R. MARTI-**
No 974 } **NEAU**, avocat, du
village de Saint Jean Deschaillons, district de Québec, Demandeur ; contre les terres et tènements de **JULIEN LEGAULT**, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, et **DAME VICTORIA BOUCHER**, épouse séparée de biens de Adolphe Lebeau, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier du même lieu, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse Boucher, l'immeuble de la dite défenderesse Boucher ci-après mentionné, savoir :

Un certain lopin de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, à distraire du lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six du dit quartier, connu et désigné comme étant la partie nord du dit lot officiel, contenant soixante-quinze pieds de front par cent quatre-vingt six pieds de profondeur ; borné comme suit : en front par la rue Guy, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord par les subdivisions numéros dix-huit, dix-neuf et vingt et un du dit lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six, et par une ruelle et de l'autre côté, au sud par le résidu du dit lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à OZNE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 22 mars 1898. 1395
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1016. } **COMPANY OF CA-**
NADA, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires

and the said André to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, all of the parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, Agnès Cholette, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city and of the district of Montreal, Wenceslas Cholette, of Marinette, in the State of Wisconsin, one of the United States of America, Mary Cholette, wife of Moïse Rodrigue, and the said Rodrigue to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, Olympe Cholette, wife of Frank Maisonneuve, and the said Maisonneuve to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, Ernestine Cholette, wife of Joseph William Proctor, and the said Proctor to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, these latter of Peshtigo, in the State of Wisconsin, one of the United States of America, and François Latreille, of the said parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, Defendants.

That lot situate at Rivière à Delisle, south concession, in the parish of Saint Polycarpe, county of Soulanges, district of Montreal, and made up of the lots of land designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Polycarpe as being numbers two hundred and twenty three and two hundred and twenty-four (223 and 224)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 23rd March, 1898. 1410
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PIERRE R. MARTINEAU**,
No. 974. } **advocate**, of the village of Saint-Jean Deschaillons, district of Quebec, Plaintiff ; against the lands and tènements of **JULIEN LEGAULT**, of the city of Sainte-Cunégonde de Montreal, said district, and **DAME VICTORIA BOUCHER**, wife separated as to property of Adolphe Lebeau, of the city and district of Montreal, and the latter of the same place, in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant Boucher, the immovable of the said Defendant Boucher hereinafter mentioned, to wit :

A certain lot of land situate in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, to be taken off the official lot number sixteen hundred and eighty-six of the said ward, known and designated as being the north part of the said official lot, containing seventy-five feet in front by one hundred and eighty-six feet in depth ; bounded as follows : in front by Guy street, in rear by a lane, on one side to the north by the subdivisions eighteen, nineteen and twenty-one of the said official lot number one hundred and eighty-six, and by a lane and on the other side to the south by the residue of the said official lot number sixteen hundred and eighty-six—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1898. 1396
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1016. } **COMPANY OF CA-**
NADA, a corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of

faïres, pour la Province de Québec, dans la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de ADOLPHUS alias DELPHIS POIRIER, de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, dit district, cultivateur, Défendeur.

Ce morceau de terre ou ferme, situé dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans la Côte des Français, dans le comté de Vaudreuil, dans le district de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, sous les numéros seize cent cinquante-deux, seize cent cinquante-quatre, seize cent cinquante-cinq, seize cent cinquante-neuf et seize cent soixante et un (1652, 1654, 1655, 1659 et 1661); borné au nord-est par les lots officiels numéros seize cent un, seize cent soixante et seize cent cinquante-six (1601, 1660 et 1656), sur le dit plan, vers le sud-ouest par la ligne de division entre les paroisses de Saint-Michel de Vaudreuil et Saint-Joseph de Soulanges, et le lot officiel numéro seize cent cinquante-trois (1653), sur le dit plan, vers le nord-ouest par les lots numéros seize cent soixante, seize cent soixante et trois, seize cent cinquante-six et seize cent cinquante-sept (1660, 1663, 1656 et 1657), et vers le sud-est par les lots numéros seize cent deux, seize cent cinquante-trois, seize cent cinquante et seize cent cinquante et un (1602, 1653, 1650 et 1651)—avec toutes les bâtisses sus-érigées et appartenances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif,
Montréal, 22 mars 1898, 1391
[Première publication, 26 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, } LES SYNDICS DE LA
District de Pontiac. } ST-JAMES CHURCH
No. 97. } LESLIE, Demandeurs; vs
LOUIS DAGENAI, Défendeur, et Narcisse Dagenais et al., intervenants, et Arthur McConnell, demandeur par distraction de frais.

1° Ce morceau de terre connu comme la moitié est du lot numéro vingt-cinq, dans le onzième rang du canton de Litchfield.

2° La moitié nord-est et la moitié sud-ouest, formant tout le lot vingt-six, dans le dit onzième rang, dans le dit canton de Litchfield, tous dans les comté et district de Pontiac—avec les bâtisses sus-érigées, chaque demi lot contenant cent acres, plus ou moins.

Pour être vendus dans mon bureau, dans le village de Bryson, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 21 mars 1898. 1459
[Première publication, 26 mars 1898.]

business for the province of Quebec, in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ADOLPHUS alias DELPHIS POIRIER, of Saint Michel de Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, said district, farmer, Defendant.

That certain piece of land or farm, situate in the parish of Saint Michel de Vaudreuil, in the Côte des Français, in the county of Vaudreuil, in the district of Montreal, composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil, under the numbers sixteen hundred and fifty-two, sixteen hundred and fifty-four, sixteen hundred fifty-five, sixteen hundred and fifty-nine and sixteen hundred and sixty-one (1652, 1654, 1655, 1659 and 1661); bounded towards the north east by the official lots numbers sixteen hundred and one, sixteen hundred and sixty and sixteen hundred and fifty-six (1601, 1660 and 1656), on the said plan, towards the south west by the line of division between the parishes of Saint Michel de Vaudreuil and Saint Joseph de Soulanges, and the lot official number sixteen hundred and fifty-three (1653), on the said plan towards the north west by the lots numbers sixteen hundred and sixty, sixteen hundred and sixty-three, sixteen hundred and fifty-six and sixteen hundred and fifty-seven (1660, 1663, 1656 and 1657), and towards the south east by the lots numbers sixteen hundred and two, sixteen hundred and fifty-three, sixteen hundred and fifty and sixteen hundred and fifty-one (1602, 1653, 1650 and 1651),—with all the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22 March, 1898. 1392
[First published, 26th, March, 1898.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Bryson.

Province of Quebec, } THE WARDENS OF ST.
District of Pontiac. } JAMES CHURCH
No. 97. } LESLIE, Plaintiffs; vs.
LOUIS DAGENAI, Defendant, and Narcisse Dagenais et al., intervenants, and Arthur McConnell, Plaintiff *par distraction de frais*.

1. That certain parcel of land known as the east half of lot number twenty-five, in the eleventh range of the township of Litchfield.

2 The north east half and the south-west half constituting the whole of lot twenty-six, in said eleventh range, in said township of Litchfield, all in the county and district of Pontiac—with the buildings thereon erected, and each half lot containing one hundred acres, more or less.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 21st March, 1898. 1460
[First published, 26th March, 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Pontiac.
Province de Québec, } **THE MASSEY HARRIS**
District de Pontiac. } **COMPANY**, en com-
No 215. } mandite, compagnie consti-
tuée en corporation et corps politique, de Toronto,
dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre
les biens et effets, terres et tenements de **JOHN S. ARMSTRONG**, du canton de Clarendon, Défendeur.

1° Ces immeubles connus et décrits comme lot numéro deux, dans le douzième rang du canton de Clarendon, dans le comté de Pontiac—avec un moulin à scie sus-érigé.

2° La moitié nord-ouest du lot numéro quatre, dans le treizième rang du dit canton de Clarendon.
Pour être vendus dans mon bureau, dans le village de Bryson, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 21 mars 1898. 1457
[Première publication, 26 mars 1898.]

Sheriff's Sales—Quebec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **GEORGES BEAUCAGE**, de
No. 1122. } la paroisse de Saint-Alban,
comté de Portneuf, entrepreneur ; contre **GATHIEN GRAVEL**, de la paroisse de Saint-Alban, à savoir :

1° Le No. 31 (trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang nord-est de Lachevrotière—avec bâties, circonstances et dépendances.

2° Le No. 105 (cent cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au cinquième rang de Lachevrotière—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 mars 1898. 1447
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **IN RE ALFRED DOM-**
No. 887. } **BROSKI**, marchand de
lard, de la cité de Québec ; contre **ALFRED PARADIS**, de la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu William Paradis, en son vivant courtier, de la cité de Québec, à savoir :

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles premièrement et secondement décrits, saisis dans la présente cause, situés en la paroisse de Charlesbourg, qui devait avoir lieu le quinzième jour d'avril, à dix heures du matin, à Charlesbourg, aura lieu le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, à la porte de l'église de la susdite paroisse de Charlesbourg. Et en vertu du jugement interlocutoire rendu en cette cause, en date du 23 mars 1898, les susdits lots seront vendus en un seul et même lot.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 mars 1898. 1445
[Première publication, 26 mars 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Pontiac.
Province of Quebec, } **THE MASSEY HARRIS**
District of Pontiac. } **COMPANY**, limited, a
No. 215. } body politic and incorpor-
ated, of Toronto, in the province of Ontario, Plain-
tiffs ; against the goods and chattels, lands and
tenements of **JOHN S. ARMSTRONG**, of the
township of Clarendon, Defendant.

1. Those certain immovables known and described as lot number two, in the twelfth range of the township of Clarendon, in the county of Pontiac—with the saw-mill thereon erected.

2. The north west half of lot number four, in the thirteenth range of the said township of Clarendon.
To be sold at my office, in the village of Bryson, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 21st March, 1898. 1458
[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **GEORGES BEAUCAGE**, of
No. 1122. } the parish of Saint Alban,
county of Portneuf, contractor ; against **GATHIEN GRAVEL**, of the parish of Saint Alban, to wit :

1. Lot No 31 (thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a lot situate in the fourth range north east of Lachevrotière—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 105 (one hundred and five), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a lot situate in the fifth range of Lachevrotière—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, on the TWENTY NINTH day of April next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 24th March, 1898. 1448
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **IN RE ALFRED DOMBROSKI**,
No. 887. } pork dealer, of the city of
Québec ; against **ALFRED PARADIS**, of the city of Québec, in his quality of testamentary executor of the late William Paradis, in his lifetime broker, of the city of Québec, to wit :

Notice is hereby given that the sale of the immovables firstly and secondly described herein, seized in the present cause, situate in the parish of Charlesbourg, which should have taken place on the fifteen day of April at ten of the clock in the forenoon, at Charlesbourg, will take place on the TWENTY-NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the said parish of Charlesbourg. And in virtue of the interlocutory judgment rendered in this cause, dated the 23rd of March, 1898, the aforesaid lots will be sold in one and the same lot.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 24th March, 1898. 1446
[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **DAME DOMITHILDE**
No. 2582 B. } **DEGUIRE DITE**
DESROSIERS, épouse de Jean-Baptiste Forcier, rentier, tous deux du village de Saint-Michel, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le district de Richelieu, la dite Dame Domithilde Deguire dite Desrosiers, dûment autorisée et assistée aux fins des présentes par son dit mari, et le dit Jean-Baptiste Forcier, en autant que besoin en est pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, Demandeurs ; contre **HECTOR LAFLEUR**, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, en la concession Saint-Louis, étant le lot numéro six cent soixante-douze (No. 672), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, de deux arpents de front sur quarante-trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, le **SEPTIEME** jour du mois d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 2 mars 1898. 1005-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Rimouski.

Canada, } **LOUIS HORACE**
Province de Québec, } **CHOUINARD**, de la
District de Rimouski. } paroisse de Saint-Jérôme
No. 379. } de Matane, Demandeur ;
vs. **WILLIAM HARRISSON, PERE, ET JOSEPH HARRISSON**, tous deux cultivateurs, du lieu appelé "Grosses Roches", en la paroisse de Sainte-Félicité, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit William Harrison, savoir :

Une terre située au premier rang du canton Cherbourg, au lieu appelé "Grosses Roches", en la paroisse de Sainte-Félicité, contenant soixante acres en superficie ; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au second rang, à l'est à Ernest Harrison, et à l'ouest à William Harrison, connu et désigné comme étant le numéro quarante-cinq (45), des subdivisions primitives de l'arpentage du dit canton Cherbourg—avec bâtisses dessus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Félicité, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**AVRIL** mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFRED MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 21 mars 1898. 1399
[Première publication, 26 mars 1898.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **DAME DOMITHILDE DE-**
No. 2582 B. } **GUIRE DITE DESROSIERS**,
wife of Jean Baptiste Forcier, rentier, both of the village of Saint Michel, of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the district of Richelieu, the said Dame Domithilde Deguire dite Desrosiers, duly authorized and assisted for the purposes hereof by her said husband, and the said Jean Baptiste Forcier, in so far as need be to authorize and assist his said wife, for the purposes hereof, Plaintiffs ; against **HECTOR LAFLEUR**, of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the district of Richelieu, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the Saint Louis concession, being lot number six hundred and seventy-two (No. 672), of the official cadastre of the said parish of Saint Michel d'Yamaska, containing two arpents in front by forty-three arpents in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the archiepiscopal church door of the parish of Saint Michel d'Yamaska, on the **SEVENTH** day of the month of **APRIL** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 2nd March, 1898. 1006
[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Rimouski.

Canada, } **LOUIS HORACE**
Province of Québec, } **CHOUINARD**, of the
District of Rimouski. } parish of Saint Jérôme
No. 379. } Matane, Plaintiff ; vs. **WILLIAM HARRISSON, SENIOR, AND JOSEPH HARRISSON**, both farmers of the place called "Grosse Roches", in the parish of Sainte-Félicité, jointly and severally, Defendants.

Seized as belonging to the said William Harrison, to wit :

A land situate in the first range of township Cherbourg, at the place called "Grosses Roches", in the parish of Sainte-Félicité, containing sixty acres in area ; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the second range, on the east by Ernest Harrison, and on the west by William Harrison, known and designated as being number forty-five (45), of the primitive subdivisions of the survey of the said township Cherbourg—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Félicité, on the **TWENTY-NINTH** day of **APRIL**, one thousand eight hundred and ninety-eight, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, 21st March, 1898. 1400
[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Malbaie, à savoir : } **ARCHANGE RACINE**, négociant, tant en son nom propre, que pour autoriser son épouse, Dame Julie Terreau, et la dite Dame Julie Terreau, Roch Terreau, mouleur, et Louis Terreau, négociant, tous de la cité de Québec, associés et faisant commerce comme tels à Québec, sous la raison sociale de Terreau & Racine ; contre **TIMOTHE DESGAGNES**, de la paroisse de Saint-Louis de l'Isle-aux-Coudres, cultivateur, savoir :

1° Le lot numéro soixante et seize (76), sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de l'Isle-aux-Coudres, situé dans le rang de la Branche—avec bâtisses sus-érigées.

2° Le lot numéro quatre cent trois (403), sur les plan et livre de renvoi des susdits cadastre et rang.

3° Le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), sur les plan et livre de renvoi du cadastre susdits situé dans le rang des Prairies.

4° Les lots numéros onze et treize (11 et 13), sur les plan et livre de renvoi du même cadastre de l'Isle aux Coudres, situé dans le rang de la Branche.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 21 mars 1898.

[Première publication, 26 mars 1898.]

Shérif
1397

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Québec.

Malbaie, à savoir : } **THOMAS H. VON DYKE**, de lieu appelé West Stewartstown, dans l'état de New-Hampshire, marchand, et **WARREN EDWIN DREW**, de la ville de Colebrook, dans l'état de New-Hampshire, Demandeurs ; contre **WILLIAM WARING PRIME-ROSE GIBSONE**, commis, George Farar Gibsone, avocat, Ada Gibsone, fille majeure, tous de la cité de Québec, et **Thomas Connolly Aylwin**, de la cité de Québec, avocat, en sa qualité de tuteur dument nommé aux enfants mineurs de feu **William Cuppage Gibsone**, en son vivant de la cité de Québec, avocat, Défendeurs, et **Joseph W. McDermott**, de la cité de Québec, huissier audiencier (*Court Crier*) nommé le onzième jour de février mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, par une ordonnance de l'honorable juge **F. W. Andrews**, curateur à l'immeuble abandonné en cette cause, curateur au délaissement.

Saisi comme délaissé par les dits défendeurs, en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant et décrit au dit bref, savoir :

La seigneurie de Mille-Vaches, consistant en trois lieues de front sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, en bas de Tadoussac et des Grandes et Petites Bergeronnes, au lieu appelé Mille-Vaches, par quatre lieues de profondeur ; bornée en front par la dite rivière Saint-Laurent, et de l'autre côté par les terrains non concédés de la couronne, dans le district de Saguenay.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Saguenay, à Sainte-Croix de Tadoussac, le **SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 22 février 1898.

[Première publication, 5 mars 1898.]

Shérif.
1037-2

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Quebec.

Malbaie, to wit : } **ARCHANGE RACINE**, trader, as well in his own name as to authorize his wife Dame Julie Terreau, and the said Dame Julie Terreau, Roch Terreau, moulder, and Louis Terreau, trader, all of the city of Quebec, partners and carrying on business as such at Quebec, under the style and firm of Terreau & Racine against **THIMOTHE DESGAGNES**, of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, farmer, to wit :

1. A lot number seventy-six (76), on the plan and book of reference of the official cadastre of Isle aux Coudres, situate in the range de la Branche—with buildings thereon erected.

2. Lot number four hundred and three (403), on the plan and book of reference of the said cadastre and range.

3. Lot number two hundred and ninety eight (298), on the plan and book of reference of the cadastre aforesaid, situate in the range Des Prairies.

4. Lots numbers eleven and thirteen (11 and 13), on the plan and book of reference of the cadastre aforesaid of Isle aux Coudres, situate in the range de la Branche

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, on the **TWENTY SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 21st March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff.
1398

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Malbaie, to wit : } **THOMAS H. VON DYKE**, of the place called West Stewartstown, in the state of New Hampshire, merchant, and **WARREN EDWIN DREW**, of the town of Colebrook, in the state of New Hampshire, Plaintiffs ; against **WILLIAM WARING PRIME-ROSE GIBSONE**, clerk, George Farar Gibsone, advocate, Ada Gibsone, spinster, all of the city of Quebec, and **Thomas Connolly Aylwin**, of the city of Quebec, advocate, in his quality of tutor duly appointed to the minor children of the late **William Cuppage Gibsone**, in his lifetime of the city of Quebec, advocate, Defendants, and **Joseph W. McDermott**, of the city of Quebec, crier of the court, appointed on the eleventh day of February one thousand eight hundred and ninety-eight by a judgment of the honorable judge **F. W. Andrews**, curator to the immoveable abandoned in this cause, curator to the surrender.

Seized as abandoned by the said defendants, in the possession of the said curator, the following immoveable, described in the said writ as follows, to wit :

The seigniory of Mille Vaches, consisting of three leagues in front on the north bank of the river Saint Lawrence, below Tadoussac and the Grandes and Petites Bergeronnes, at the place called Mille Vaches, by four leagues in depth ; bounded in front by the said river Saint Lawrence, and on the other side by unseized lots of the crown, in the district of Saguenay.

To be sold at the registry office of the county of Saguenay, at Sainte-Croix de Tadoussac, on the **SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 22nd February, 1898.

[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff.
1038

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Saint-François, à savoir : } **A BANQUE JAC-**
No 108. } **QUES CARTIER,**
Demanderesse ; contre **DELPHIS TURCOTTE ET**
AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs Moïse Turcotte, Stanislas Turcotte, Pierre Turcotte, Sinaï Turcotte, Gédéon Turcotte et Delphis Turcotte, en leur qualité d'héritiers légaux de feu Philomène Turcotte, défenderesse en cette cause, décédée.

Ce certain lot ou morceau de terre de la contenance de cinquante acres en superficie, plus ou moins, situé dans le canton de Wotton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre dans le quatrième rang du dit canton ; borné en front par le chemin public, en arrière au terrain de Joseph Panneton, d'un côté à une terre appartenant à Ovide Corbeil et de l'autre côté au terrain de Jacques Picard, écuyer—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hypolite de Wotton, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 mars 1898. 1419
[Première publication, 26 mars 1898.]

SIXIEME VENDITIONI EXPONAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **THE SHERBROOKE**
No. 932. } **LOAN AND MORT-**
GAGE COMPANY, compagnie légalement constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **L'HONORABLE JOSEPH GIBB ROBERTSON**, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, Défendeur ; et **William Gordon Murray Robertson**, de la cité de Montréal, étudiant, adjudicataire ; et **MM. Cate and Wells**, de la dite cité de Sherbrooke, avocats, procureurs de la demanderesse requérante, distrayants de frais, à savoir :

Le lot numéro neuf cent soixante et huit (No. 968), sur le plan du cadastre et livre de renvoi pour le quartier nord de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Commerciale—ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites et les améliorations faites.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus mentionnés saisis dans cette cause et annoncée ci-devant comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-huitième jour de février 1893, dans mon bureau, dans le palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, aura lieu à **DIX** heures de l'avant-midi, le **QUATRIEME** jour d'**AVRIL** prochain 1898, dans mon bureau, dans le palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke.

Les dites terres et tenements pour être vendus de nouveau à la folle enchère, frais et charges du dit **William Gordon Murray Robertson**, le dit adjudicataire. Un dépôt d'une somme de quatre cents piastres (\$400.00) sera requis de chaque enchérisseur avant que son enchère soit acceptée par ordre de la cour supérieure.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 mars 1893. 1255-2
[Première publication, 19 mars 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Saint Francis, to wit : } **A BANQUE JAC-**
No. 108. } **QUES CARTIER,**
Plaintiff ; against **DELPHIS TURCOTTE ET AL.,**
Defendant.

Seized as belonging to the defendants Moïse Turcotte, Stanislas Turcotte, Pierre Turcotte, Sinaï Turcotte, Gédéon Turcotte and Delphis Turcotte, in their quality of legal heirs of the late Philomène Turcotte, defendant in this cause, deceased.

This certain lot or parcel of land containing fifty acres in area, more or less, situate in the township of Wotton, in the district of Saint Francis, known and designated as being lot number four in the fourth range of the said township ; bounded in front by the public road, in rear by the land of Joseph Panneton, on one side by a land belonging to Ovide Corbeil, and on the other side by the land of Jacques Picard, esquire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hypolite de Wotton, on the **TWENTY-SIX** day of **APRIL** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd March, 1898. 1420
[First published, 26 March, 1898.]

SIXTH VENDITIONI EXPONAS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **THE SHERBROOKE**
No. 932. } **LOAN AND MORT-**
GAGE COMPANY, a body corporate and politic, duly incorporated, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against the lands and tenements of the **HONORABLE JOSEPH GIBB ROBERTSON**, of the city of Sherbrooke, in said district, Defendant ; and **William Gordon Murray Robertson**, of the city of Montreal, student, adjudicataire ; and **Messrs. Cate and Wells**, of the said city of Sherbrooke, advocates, attorneys for plaintiff petitioner, distrayants de frais, to wit :

The lot number nine hundred and sixty-eight (No. 968), on the cadastral plan and book of reference for the north ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Commercial street—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

Notice is hereby given that the sale of the above mentioned immovables seized in this cause, and formerly announced to take place at ten of the clock in the forenoon, on the twenty-eighth day of February, 1898, at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, will take place at **TEN** of the clock in the forenoon, on the **FOURTH** day of **APRIL** next, 1898, at my said office, at the court house, in the said city of Sherbrooke.

The said lands and tenements, to be resold at the folle enchère, costs and charges of the said **William Gordon Murray Robertson**, the said adjudicataire. A deposit of the sum of four hundred dollars (\$400.00) will be required from each bidder before his bid shall be received by order of the superior court.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 15th March, 1898. 1256
[First published, 19th March, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **GEORGE HALL**, du
No. 765. } Canton de Stanstead,
dans le district de Saint-François, cultivateur,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
ISAAC BRIGGS SALLS, du dit canton de Stan-
stead, dans le district de Saint-François, Défendeur,
à savoir :

Ces morceaux de terre situés dans le canton de
Stanstead, dans le comté de Stanstead, dans le
district de Saint-François, connus et désignés comme
suit :

1° Le lot numéro cent quatre-vingt-un (No. 181),
dans le quatrième rang, tel que désigné sur le plan
du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton
de Stanstead, contenant cinquante-trois acres, deux
vergées et vingt-quatre perches de terre en super-
ficie, sauf et excepté un quart d'acre, sur lequel est
construit une fromagerie—avec toutes les bâtisses
sus-érigées.

2° Partie du lot primitif numéro six, dans le dit
quatrième rang du dit canton de Stanstead, bornée à
l'est par le chemin public conduisant de Marlow à
Gline's corner, au sud par la route conduisant du
dit chemin public jusqu'aux bâtisses du dit Isaac
Briggs Salls, à l'ouest par la ligne est de la terre du
dit Isaac Briggs Salls, et au nord par la ligne de
division entre les lots numéros six et sept dans le
dit quatrième rang des lots, dans le dit canton de
Stanstead, et contenant environ sept acres et un
huitième de terre en superficie, plus ou moins,
maintenant connue sur les dits plan du cadastre et
livre de renvoi pour le dit canton de Stanstead,
comme partie du lot numéro cent soixante et quinze
(No. 175), dans le dit quatrième rang. Les dits deux
morceaux de terre ne formant maintenant qu'un seul
lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de
Stanstead Plain, le CINQUIÈME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN MCINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 3 mars 1898. 1003-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **BERNARD QUINN**,
No. 716. } du village de Wind-
sor Mills, dans le district de Saint-François, com-
merçant, Demandeur ; contre les terres et tenements
de **RUFUS TITUS** du canton de Windsor, dans le
sudit district de Saint-François, en sa qualité de
curateur dûment nommé à la succession vacante de
feu Wallace Andrews, en son vivant du canton de
Windsor, maintenant décédé, et Joshua Andrews,
du dit canton de Windsor, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Rufus
Titus, en sa dite qualité, l'immeuble suivant, à
savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de
Windsor, dans le comté de Richmond, dans le
district de Saint-François, connu et désigné sur le
plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit
canton de Windsor, comme lot numéro neuf cent
quinze (No. 915), dans le douzième rang, contenant
cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins
—sans bâtisses.

Et comme appartenant au dit défendeur Joshua
Andrews, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le dit canton de
Windsor, connu et désigné sur le plan du cadastre
et au livre de renvoi pour le dit canton, comme lot
numéro neuf cent treize (No 913), dans le douzième
rang, contenant cent acres de terre en superficie,
plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et
améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*In the Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **GEORGE HALL**, of the
No. 765. } township of Stanstead,
in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **ISAAC BRIGGS
SALLS**, of the said township of Stanstead, in the
district of Saint Francis, Defendant, to wit :

Those certain pieces or parcels of land situate in
the township of Stanstead, in the county of Stan-
stead, in the district of Saint Francis, known and
designated as follows :

1. The lot number one hundred and eighty-one
(No. 181), in the fourth range, as shown on the
cadastral plan and book of reference for the said
township of Stanstead, containing fifty-three acres,
two roods and twenty-four perches of land in super-
ficies, save and except one quarter of an acre
whereon the cheese factory now stands—with all
the buildings thereon erected.

2. Part of the primitive lot number six in the
said fourth range, in the said township of Stan-
stead ; bounded easterly by the highway leading
from Marlow to Gline's corner, southerly by the
by road leading from the said highway to the build-
ings of the said Isaac Briggs Salls, westerly by the
easterly line of the land of the said Isaac Briggs
Salls, and northerly by the division line between
lots numbers six and seven in the said fourth range
of lots, in the said township of Stanstead, and con-
taining about seven and one eighth acres of land in
superficies, more or less, being now known on the
said cadastral plan and book of reference for the
said township of Stanstead, as part of the lot num-
ber one hundred and seventy-five (No. 175), in the
said fourth range. The said two pieces of land now
forming only one plot.

To be sold at the church door of the parish of
Sacré-Cœur de Jésus, in the village of Stanstead
Plain, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN
of the clock in the forenoon.

JOHN MCINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 2nd March, 1898. 1004
[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*In the Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **BERNARD QUINN**, of
No. 716. } the village of Windsor
Mills, in the district of Saint Francis, trader,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **RUFUS
TITUS**, of the township of Windsor, in the dis-
trict of Saint Francis aforesaid, in his quality of
curator duly appointed to the vacant estate of the
late Wallace Andrews, in his lifetime of the town-
ship of Windsor, now deceased, and Joshua And-
rews, of the said township of Windsor, Defend-
ants.

Seized as belonging to the said defendant Rufus
Titus, in his said quality, the following immovable
property, to wit :

A piece or parcel of land situate in the township
of Windsor, in the county of Richmond, in the dis-
trict of Saint Francis, known and designated on the
official cadastral plan and book of reference for the
said township of Windsor as the lot number nine
hundred and fifteen (No. 915), in the twelfth range,
containing fifty acres of land in superficies, more or
less—without buildings.

And as belonging to the said defendant Joshua
Andrews, to wit :

A piece of land situate in the said township of
Windsor, known and designated on the official ca-
dastral plan and book of reference for the said town-
ship, as the lot number nine hundred and thirteen
(No. 913), in the twelfth range, containing one
hundred acres of land in superficies, more or less—
with the buildings and improvements thereon erect-
ed and made.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans le village de Windsor Mills, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 3 mars 1898.

[Première publication, 5 mars 1898.]

Shérif.
1047-2

Saint Philippe of Windsor, in the village of Windsor Mills, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 3rd March, 1898.

[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff.
1048

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 16.

AUGUSTIN FOURNIER,
Demandeur; vs.
DAME HENRIETTE MENARD, Défendresse.

Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, comté de Rouville, rang du Ruisseau Saint-Louis, côté est, laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sous le numéro cent quatre-vingt-treize (193)—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville, le DEUXIEME jour du mois de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 18 mars 1898.

[Première publication, 26 mars 1898.]

Shérif.
1379

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No 16.

AUGUSTIN FOURNIER,
Plaintiff; vs. **DAME HENRIETTE ME-**

NARD, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte-Marie de Monnoir, county of Rouville, Saint Louis Brook range, east side, which lot of land is known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Marie de Monnoir, under the number one hundred and ninety-three (193)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Marie de Monnoir, at Marieville, the SECOND day of MAY next, at ONE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office,
Saint Hyacinth, 18th March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff.
1380

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No. 28.

ROBERT EVANS ET AL, Requé-
rants cession, et **MAGLOIRE BENOIT,**

Cédant, et **JOS. C. DESAUTELS,** Curateur.

1° Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, à l'encoignure des rues Laframboise et Dessaulles, de trente-huit pieds de largeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, plus ou moins, connu comme étant la partie sud-est du lot numéro six cent (pt No. 600), du cadastre officiel de la cité de Saint-Hyacinthe; borné en front à la rue Laframboise, en profondeur au terrain de Elzéar Noreau, étant partie du même numéro six cent, d'un côté, et du terrain de Louis Mongeau ou ses représentants, étant partie du même terrain numéro six cent, et de l'autre côté à la rue Dessaulles—avec ses bâtisses.

2° Un emplacement situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Bourdages, connu comme faisant partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-neuf (pt No 899), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe, maintenant détaché de la dite paroisse, et faisant partie de la dite cité de Saint-Hyacinthe, contenant une largeur d'environ cent vingt-trois pieds au front et une largeur d'environ soixante-dix-huit pieds à sa profondeur sur environ cent douze pieds de longueur, mesure anglaise; borné en front par la rue Bourdages, d'un côté par le terrain de la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada, à la profondeur par une ligne allant en droit avec la ligne séparant le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de l'autre côté à une autre partie du dit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf, appartenant à E. Bruno Guyon—avec un hangar dessus érigés.

* Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec.
District of Saint Hyacinth.
No. 28.

ROBERT EVANS ET AL., Petition-
ers, and **MAGLOIRE BENOIT,** Insolvent-

cedant, and **JOS. C. DESAUTELS,** curator.

1. A lot of land situate in the city of Saint Hyacinth, at the corner of Laframboise and Dessaulles streets, containing thirty-eight feet in width by ninety-two feet in depth, more or less, known as being the south east portion of lot number six hundred (pt. No. 600), of the official plan and book of reference for the city of Saint Hyacinth; bounded in front by Laframboise street, in rear by the land of Elzéar Noreau, being part of the same number six hundred, on one side by land of Louis Mongeau or representatives, being part of said lot number six hundred, and on the other side by Dessaulles street—with the buildings thereon.

2. A lot of land situate in the city of Saint-Hyacinth, on Bourdages street, known as being part of lot number eight hundred and ninety-nine (pt. No. 899), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hyacinth, now detached thereof, and forming part of the said city of Saint Hyacinth, containing about one hundred and twenty-three feet in front in width and about seventy-eight feet in width, in rear by about one hundred and twelve feet in length, english measure; bounded in front by Bourdages street, on one side by land of the Grand Trunk Railway Company of Canada, in rear by a line parallel with a line deviding lot number eight hundred and ninety-nine, and on the other side by another portion of said lot number eight hundred and ninety-nine, belonging to E. Bruno Guyon—with a shed thereon erected.

To be sold at my office, at the city of Saint Hy-

Saint-Hyacinthe, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 22 mars 1898.
[Première publication, 26 mars 1898.]

Shérif.
1377

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.

District de Terrebonne, } SIMON LACOMBE,
Sainte-Scholastique, à savoir : } père, Demandeur ;
No. 814. } vs. JANVIER LA-
COMBE, Défendeur.

Une terre située au nord de la Belle Rivière, dans le village et la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, composée des lots nombrés deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf et deux cent cinquante-neuf A, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Scholastique (258, 259, 259 A), et des lots numéros cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze, cent soixante-seize et cent soixante-dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Scholastique (174, 175, 176, 177), tous contigus les uns aux autres et contenant ensemble environ quatre-vingt-neuf arpents en superficie—avec les bâtisses y érigées.

A retrancher cependant de cette terre les emplacements vendus à Octave Cyr, père, Jos. Gratton et Théophile Bigras.

Pour être vendue dans notre bureau, au village de Sainte-Scholastique, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1898), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Sainte-Scholastique, 22 mars 1898. } 1381
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.

District de Terrebonne, } JAMES FYFE,
Sainte-Scholastique, à savoir : } Demandeur ; vs
No 525. } DAME MARCE-
LINE DESJARDINS, Défenderesse.

La jouissance et usufruit, la vie durant de la défenderesse, d'une terre contenant environ quatre-vingt arpents en superficie, composée des lots connus et désignés sous les numéros quatre cent six, quatre cent sept et quatre cent treize (406, 407 et 413), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Augustin, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Augustin, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Sainte-Scholastique, 23 mars 1898. } 1423
[Première publication, 26 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

cinth, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, } Sheriff.
Saint Hyacinth, 22nd March, 1898. } 1378
[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } SIMON LACOMBE,
Sainte Scholastique, to wit: } SENIOR, Plaintiff ;
No. 814. } vs. JANVIER LA-
COMBE, Defendant.

A land situate north of the Belle Rivière, in the village and parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, made up of lots numbers two hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine and two hundred and fifty-nine A, on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Scholastique (258, 259 and 259 A), and of lots numbers one hundred and seventy four, one hundred and seventy-five, one hundred and seventy-six and one hundred and seventy-seven, of the official plan and book of reference of the said village of Sainte Scholastique (174, 175, 176 and 177), all contiguous to each other and containing together about eighty-nine arpents in area—with the buildings thereon erected.

Reserving however from the said land the lots sold to Octave Cyr, senior, Jos. Gratton and Théophile Bigras.

To be sold at our office, in the village of Sainte Scholastique, said district, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next (1898), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, } Sheriff.
Sainte Scholastique, 22nd March, 1898. } 1382
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } JAMES FYFE,
Sainte Scholastique, to wit : } Plaintiff ; vs
No. 525. } DAME MARCE-
LINE DESJARDINS, Defendant.

The enjoyment and usufruct, during the lifetime of the said defendant, of a land containing about eighty arpents in area, made up of the lots known and designated as numbers four hundred and six, four hundred and seven and four hundred and thirteen (406, 407, 413), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Augustin, in the district of Terrebonne—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Augustin, said district, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, } Sheriff.
Sainte Scholastique, 23rd March, 1898. } 1424
[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JULES RAYMOND**,
No. 166. } Demandeur ; contre
PIERRE DESFOSSES, fils d'Alexis, Défendeur ;
et la Corporation de Sainte-Monique, Requérante,
vs. le dit Jules Raymond, Adjudicataire.

Avis est par le présent donné que l'immeuble saisi et vendu dans la présente cause, savoir :

Un lot de terre situé dans la paroisse de Sainte-Monique, sur l'île à la Fourche, à la concession de Saint-Joseph, du côté sud-ouest d'icelle, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur ; borné par devant par le chemin de la Reine de la dite concession, par derrière au bout de la dite profondeur, joignant du côté nord à Pierre Grandmond, et du côté sud à George Gouin—circonstances et dépendances ; icelui lot de terre étant la juste moitié nord du lot de terre numéro quatre cent quatre-vingt-deux (482), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Monique. A distraire de ce que dessus un lopin de terre de cinquante pieds de largeur sur un arpent de profondeur, à prendre au coin sud de la dite moitié nord du dit lot No. 482, près du chemin, avec droit de passage sur la terre du dit George Gouin, sera vendu à la folle enchère du dit Jules Raymond, adjudicataire, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mars 1898. 1415
[Première publication, 26 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **LOUIS JEAN BAP-**
No. 50. } **LISTE BEAU-**
CHEMIN, Demandeur ; contre **AMABLE BER-**
NIER, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Mathieu, étant les lots No un et deux (1 et 2), du seizième rang du township de Caxton, contenant cent vingt-trois acres en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu, sous les numéros un et deux (1 et 2), du seizième rang du township de Caxton.

2° Une autre terre située en la même paroisse faisant partie nord-ouest du lot deux (2), du quinzième rang du dit township, contenant cinquante-neuf acres en superficie—avec maison et autres bâties dessus construites, connue et désignée aux plan et livre de renvoi du susdit cadastre, sous le numéro deux B (2 B), du quinzième rang du dit township de Caxton.

3° Une autre terre située en la même paroisse, faisant partie du lot numéro trois (3), du dit quinzième rang, de vingt arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi du susdit cadastre sous le numéro trois A (3 A), du dit quinzième rang.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 2 mars 1898. 997-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **LE REVEREND**
No. 36. } **JEAN-BAPTISTE**
GRENIER ET AL, Demandeurs ; vs **LUCIEN**
GERVAIS ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs conjoints :

Un lot de terre situé au premier rang des terres sur le côté ouest de la rivière Batiscan, en la paroisse de Saint-Adelphe, contenant quatre arpents

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JULES RAYMOND**,
No. 166. } Plaintiff ; against
PIERRE DESFOSSES, son of Alexis, Defendant,
and La Corporation de Sainte Monique, Petitioner ;
vs. the said Jules Raymond, Purchaser.

Notice is hereby given that the immovable seized and sold in the present instance, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Monique, on Isle à la Fourche, in the Saint Joseph concession, on the south west side thereof, containing three arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded in front by the Queen's road of the said concession, in rear by the end of the said depth, on the north side by Pierre Grandmond, and on the south side by George Gouin—circumstances and dependencies ; said lot of land being the exact north half of lot of land number four hundred and eighty-two (482), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Monique. Reserving from the above a lot of land of fifty feet in width by one arpent in depth, to be taken off the south corner of the said north half of said lot No. 482, near the road, with right of passage on the land of the said George Gouin, will be sold at the resale of the said Jules Raymond, purchaser, at the church door of the parish of Sainte Monique, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd March, 1898. 1416
[First published, 26th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **LOUIS JEAN BAP-**
No. 50. } **LISTE BEAU-**
CHEMIN, Plaintiff ; against **AMABLE BERNIER**,
Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Mathieu, being lots Nos. one and two (1 and 2), of the sixteenth range of the township of Caxton, containing one hundred and twenty-three acres in area, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Mathieu, as numbers one and two (1 and 2), of the sixteenth range of the township of Caxton.

2. Another land situate at the same parish forming the north west part of lot number two (2), of the fifteenth range of the said township, containing fifty-nine acres in area—with house and outbuildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid cadastre, as number two B (2 B), of the fifteenth range of the said township of Caxton.

3. Another land situate in the same parish, forming part of lot number three (3), of the said fifteenth range, of twenty arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid cadastre as number three A (3 A), of the said fifteenth range.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 2nd March, 1898. 998
[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **REVEREND JEAN**
No. 36. } **BAPTISTE GRE-**
NIER ET AL, Plaintiffs ; vs **LUCIEN GERVAIS**
ET AL, Defendants.

As belonging to the said defendants jointly :

A lot of land situate in the first range of the lots on the west side of the Batiscan river, in the parish Saint Adelphe, containing four arpents in front by

de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, désigné par le numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394), du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas, dont le dit lot de terre faisait ci-devant partie—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 mars 1898. 1287
[Première publication, 19 mars 1898]

twenty-eight arpents in depth, the whole more or less, designated as number three hundred and ninety-four (394), of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, whereof the said lot of land heretofore formed part—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 16th March, 1898. 1288
[First published, 19th March, 1898.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 21 janvier 1898, pour le canton Compton, dans le comté de Compton, et de nommer, par commission en date du 22 mars 1898, MM. Caldwell G. Craig, Silas Todd, Wm Fowler, Patrick W. Ryan, Wellington Hadlock, Albert Farwell, Alway D. Carr, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 11 octobre 1892, pour la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, et de nommer, par commission, en date du 22 mars 1898, MM. Ulric Desgranges, Joseph Bienvenu, Augustin Mercure et Ludger Mesnard, commissaires de la dite cour.

1449

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 22 mars 1898, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans le village de Como, dans le comté de Vaudreuil, et de nommer MM. William Graham, Peter Graham, Georges D. Hodgson, Albert Vipond, Joseph Davidson, Charles Léger et William Saunderson, commissaires de la dite cour.

1473

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de PORTNEUF, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Thuribe.
F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissaire de l'agriculture.
Québec, 24 mars 1898. 1453

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-troisième jour de mars courant, incorporant E. Goff Penny, M. P., bourgeois, Robert Archer, capitaliste, William Strachan, manufacturier, William Currie, manufacturier, et Robert Law, commerçant, tous des cité et district de Montréal, dans le but, d'acquiescer et vendre des biens immobiliers et

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 21st of January, 1898, for the township Compton, in the county of Compton, and to appoint by commission dated 22nd of March, 1898, Messrs. Caldwell G. Craig, Silas Todd, Wm. Fowler, Patrick W. Ryan, Wellington Hadlock, Albert Farwell, Alway D. Carr, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 11th October, 1892, for the parish of l'Ange Gardien, in the county of Rouville, and to appoint by commission, dated the 22nd of March, 1898, Messrs. Ulric Desgranges, Joseph Bienvenu, Augustin Mercure and Ludger Mesnard, commissioners of the said court.

1450

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by a commission dated the 22nd of March, 1898, to establish a court for the summary trial of small causes in the village of Como, in the county of Vaudreuil, and to appoint Messrs. William Graham, Peter Graham, Georges D. Hodgson, Albert Vipond, Joseph Davidson, Charles Léger and William Saunderson, commissioners of the said court

1474

Government Notice

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of PORTNEUF, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Thuribe.
F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissioner of agriculture.
Quebec, 24th March, 1898. 1454

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March instant, incorporating E. Goff Penny, M. P., gentleman, Robert Archer, capitalist, William Strachan, manufacturer, William Currie, manufacturer, and Robert Law, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following object : to acquire and sell immovable properties

leurs servitudes ; d'acheter et vendre des limites à bois et bois de toutes espèces, et en faire le commerce ; d'ériger et construire des moulins à scie, de manufacturer le bois et faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de bâtir, ériger, construire et vendre ou louer des maisons, hangars, magasins pour ses employés et autres ; de faire en général les affaires de marchand et commerçant de provisions et marchandises de toutes sortes ; d'acquérir, vendre et développer les pouvoirs d'eau sur la rivière Jacques-Cartier et ailleurs dans la province de Québec ; de développer l'électricité, fournir et distribuer la lumière, la chaleur et le pouvoir au moyen de l'électricité, la transmettre, la vendre ou la louer, et en général de faire toutes choses nécessaires au développement du pouvoir et de la production de l'électricité, de la vente et loyer d'icelle, et de manufacturer tous produits au moyen de procédés électrolytiques ; d'emprunter de l'argent et de le garantir par hypothèque, par débentures hypothécaires ou autrement sous le nom de "The Jacques Cartier Pulp and Paper Company," avec un fonds social de vingt-huit mille piastres (\$28,000), divisé en deux cent quatre-vingts actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-quatrième jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,

1475

Assistant secrétaire provincial

with the servitudes thereto attached ; to purchase, sell and deal in timber limits, lumber and timber ; to erect and construct saw mills and to carry on manufacture of lumber and conduct the business of lumbering in all its branches ; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others ; to operate and carry on the business of general store keepers and dealers and supplies and general merchants ; to acquire, sell and develop water powers on the Jacques Cartier River and elsewhere in the province of Quebec ; to develop electricity, to supply and distribute light, heat and power by means of electricity, to transmit sell or lease the same, and generally to do all things necessary to the development of power, generation of electricity, the sale and leasing of the same and the manufacture of products by electrolytic processes, the sale of the same ; to borrow money and to secure the same by mortgage and mortgage debentures or otherwise, by the name of "The Jacques Cartier Pulp and Paper Company," with a total capital stock of twenty-eight thousand dollars (\$28,000), divided into two hundred and eighty (280) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-fourth day of March, 1898.

JOS. BOIVIN,

1476

Assistant-Provincial Secretary.

Avis Divers

Madame Mary Anna Joséphine Wainwright, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Charles Appollinaire Codère, hôtelier, du même lieu, a institué aujourd'hui contre lui, en cour supérieure, dans le dit district, une action en séparation de biens.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 25 mars 1898.

1463

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom social de la compagnie sera "The Montreal Hotel and Navigation Company," en commandite.

2° Les buts de la compagnie sont comme suit :

(a) D'acheter, louer ou acquérir autrement, conduire, contrôler et mettre en opération des terrains athlétiques, hôtels, salles de rafraîchissement et parcs, de les louer, vendre ou en disposer.

(b) De construire, acquérir, posséder, mettre en opération, fréter ou louer des bateaux traversiers, barges à vapeur, bateaux à vapeur, bâtiments, embarcations de toute sorte, et de les naviguer, conduire, contrôler, louer ou fréter et de transporter sur iceux des effets, articles, marchandises, chargement, cargaisons de toute sorte, tels que passagers, malles et autres objets de trafic dans les limites de la province de Québec.

(c) D'acheter ou acquérir autrement de toute personne ou corporation tout ce qui peut concerner le but poursuivi par la compagnie, toutes terres, propriétés, privilèges, droits, contrats et dettes lui appartenant.

(d) De louer, vendre ou disposer, en tout ou en partie, les droits, privilèges, propriétés et intérêts de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos, de s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs,

Miscellaneous Notices

Madame Mary Anna Josephine Wainwright, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Charles Appollinaire Codère, of the same place, hotel-keeper, has instituted this day, in the superior court, in said district, against her said husband, an action in separation as to properties.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Advocate for plaintiff.

Saint Hyacinth, 25th March, 1898.

1464

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for the granting of a charter by letters patent, under the Joint Stock Companies Incorporation Act and amendments, constituting the petitioners and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Montreal Hotel and Navigation Company," (limited).

2. The purposes of the company are as follows :

(a) To purchase, lease or otherwise acquire, manage, control and operate athletic grounds, hotels, refreshment rooms and parks, and to lease, sell or dispose of the same.

(b) To construct, acquire, own, operate, charter or lease ferries, steam barges, steamboats, vessels and crafts of any description, and to navigate, manage, control, lease or charter same, and to convey and carry thereon goods, wares, merchandise, freight, cargoes of all descriptions, as well as passengers, mails and other traffic within the limits of the province of Quebec.

(c) To purchase or otherwise acquire from any individual or corporation any business within the objects of the company as above set forth, any lands, property, privileges, rights, contracts and liabilities appertaining to the same.

(d) To lease, sell or dispose, in part or whole, the rights, privileges, properties or interests of the company, upon such terms and conditions as the company deems expedient, and to amalgamate with any other company having similar powers, and to

et d'acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables.

(e) D'émettre en faveur de toute personne des actions payées et non-imposables dans le fonds social de la compagnie, soient souscrites ou non, en paiement ou en échange ou en considération d'un transport à la compagnie de tous biens meubles ou immeubles, ou de toutes réclamations ou intérêts ou en paiement pour les services ou intérêts de tout directeur ou employé de la compagnie.

(f) D'emprunter de l'argent en Canada ou ailleurs pour les objets de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos et d'hypothéquer comme garantie toutes les propriétés de la compagnie ou une partie d'icelles.

(g) La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

(h) Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

(i) Le montant d'actions sera de deux cent cinquante, chaque action sera de cent piastres.

(j) Les noms, résidences et professions des requérants sont : Charles H. Catelli, de la cité de Montréal, manufacturier ; Charles Harris, ingénieur civil, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario ; William Lovitt Hogg, de la cité de Montréal, gérant ; Hormisdas Laporte, de la cité de Montréal, marchand en gros ; John P. Mullarkey, de la cité de Montréal, arpenteur et ingénieur.

Montréal, 22 mars 1898.

1429

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu au bureau principal de la dite compagnie, No 8, Côte de la Place d'Armes, en la cité de Montréal, le 12^e jour d'avril prochain 1898, à trois heures de l'après-midi, dans le but de prendre en considération, et, si il est jugé à propos, de sanctionner, approuver et ratifier un acte de transport de cette section de son chemin de fer entre un point dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, et le lot numéro deux cent trente-cinq (No 235), dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles jusqu'à la compagnie de chemin de fer de ceinture de l'île de Montréal, daté le 10^e jour de mars courant 1898, et d'autoriser la vente, échange ou abandon par les directeurs de certains bons maintenant en leur possession et pour d'autres fins.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 23 mars 1898.

1431

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par la requérante ci-dessous mentionnée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

1^o Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Aqueduc de Richmond."

2^o Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : d'acquérir du propriétaire actuel d'icelui, l'aqueduc actuellement existant dans la ville de Richmond, dans le district de Saint François, avec tous les droits, réclamations et privilèges accessoires qu'a aujourd'hui ce propriétaire ; d'exploiter cet aqueduc, et de fournir l'eau, pour usage domestique ou autre, aux habitants et contribuables de la dite ville de Richmond, et des municipalités contigües dans le comté de Richmond, (quand les conseils de ces municipalités auront concédé des droits et pouvoirs à cet effet) ; d'acquérir, vendre et louer des immeubles dans la dite ville de Richmond, et dans les municipalités environnantes, dans le but d'étendre, de changer et d'améliorer l'aqueduc actuellement existant ; de construire pour l'exploitation des pouvoirs d'eau devant fournir la force motrice pour la lumière électrique et autres fins ;

acquire shares, debentures and securities of other similar companies.

(e) To issue to any person paid up and unassessable shares in the capital stock of the company, whether subscribed for or not in payment or in exchange for or in consideration of a transfer to the company of any real or personal property, or any claims or interests or in payment for the services or interest of any director or employee of the company.

(f) To borrow money in Canada or elsewhere for the purposes of the company upon such terms and conditions as the company deems expedient, and to hypothecate any or all of the properties of the company as security therefor.

(g) The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

(h) The proposed amount of capital stock is twenty-five thousand dollars.

(i) The number of shares to be two hundred and fifty, each share to be of the value of one hundred dollars.

(j) The names, residences and occupation of the petitioners are : Charles H. Catelli, of the city of Montreal, manufacturer ; Charles Harris, civil engineer, of the city of Ottawa, province of Ontario ; William Lovitt Hogg, of the city of Montreal, manager ; Hormisdas Laporte, of the city of Montreal, wholesale merchant ; John P. Mullarkey, of the city of Montreal, surveyor and engineer

Montreal, 22nd March, 1898.

1430

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Châteauguay and Northern Railway Company, will be held at the head Office of the Company No. 8, Place d'Armes Hill, in the city of Montreal, on the 12th day of April next, 1898, at three o'clock in the afternoon, for the purpose of considering, and, if thought advisable, sanctioning, approving of and ratifying the deed of transfer of that section of its railway, between a point in Hochelaga ward, in the city of Montreal, and lot number two hundred and thirty-five (No. 235), in the parish of Pointe aux Trembles to the Montreal Island Belt Line Railway Company, dated the 10th day of March instant, 1898, and to authorize the sale, exchange or surrender by the directors of certain bonds now held by them and for other purposes.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montreal, 23rd March, 1898.

1432

Notice is hereby given that an application will be made by the petitioners hereinafter mentioned, to His Honor the lieutenant-governor in council, for the granting of a charter by letters patent, under the joint stock companies incorporation act, constituting them a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "La Compagnie d'Aqueduc de Richmond."

2. The purposes for which its incorporation is required are: to acquire from the actual owner thereof the aqueduct actually existing in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, with all the right, title, interest and accessory privileges which he has now ; to work the said aqueduct, and to furnish water, for domestic and other purposes, to the inhabitants and ratepayers of the said town of Richmond, and of the municipalities contiguous in the county of Richmond, (when the councils of these municipalities shall have conceded rights and powers to that effect) ; to acquire, sell and lease immovable properties in the said town of Richmond, and in the surrounding municipalities for the purpose of extending, changing and improving the aqueduct actually existing ; to build for utilizing the water powers to supply the motive force for electric light and other purposes ; to borrow money

d'emprunter de l'argent, et de le garantir par hypothèque, débentures ou autrement ; d'exercer en autant qu'il conviendra et faire se pourra tous les pouvoirs accordés par les articles 4855 à 4891 inclusivement des statuts refondus de la province de Québec, aux compagnies d'aqueduc et de lumière électrique formées en vertu des dispositions contenues dans la section sixième du chapitre troisième du titre onzième des dits statuts refondus et dans les lois l'amendant ; et généralement d'exercer tous les pouvoirs requis pour exploiter avantageusement un aqueduc et fournir la lumière électrique dans la dite ville de Richmond, et dans ses environs.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera en la dite ville de Richmond ;

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille dollars ;

5° Le nombre des parts sera de mille ; le montant de chaque part sera de cent dollars ;

6° Les noms, profession, résidence des requérants sont comme suit : Pierre Alexandre Larivière, et John Matthew Nunns, tous deux gentilhommes du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Dame Geneviève Thivierge, veuve de feu Pierre Larivière, et Eulalie Larivière, fille majeure et usant de ses droits, toutes deux aussi du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; et Henry Fitz William Bellew, gentilhomme, des cité et district de Montréal, lesquelles personnes seront les premiers directeurs de la dite compagnie ;

7° Les requérants ci-dessus mentionnés sous tous sujets britanniques.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des requérants.

Richmond, le 23 mars 1889. 1435

Canada,
Province de Québec,
District de Beauharnois. }

A l'honorable Secrétaire de la province de Québec.

AVIS

Par application de l'article 4780 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1888, je vous donne avis qu'à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie d'amusements Sainte-Cécile, dûment incorporée par lettres patentes de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, émises le vingt et un février, mil huit cent quatre-vingt-quinze, spécialement convoquée pour les fins ci-après mentionnées, et régulièrement tenue à huit heures du soir, le dix-huit mars courant (1898), à l'hôtel de ville, dans la ville de Salaberry, dans le dit district de Beauharnois, sous la présidence de Geo. M. Loy, Ecr., président de la compagnie, à laquelle étaient présents des actionnaires de la dite compagnie en nombre suffisant pour représenter et représentant pas moins des deux tiers des parts souscrites et payées dans le capital actions de la dite compagnie, une résolution a été adoptée à l'unanimité des actionnaires présents, soit personnellement, soit par procuration, décrétant la liquidation volontaire et la dissolution de la dite compagnie, et nommant M. E. H. Solis, libraire, de la dite ville de Salaberry, liquidateur de la dite compagnie, pour toutes les fins prévues par la loi régissant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social en cette province.

A Salaberry, ce vingt-huit jour de mars, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

L. MARCHAND,
Secrétaire de la Compagnie
d'Amusements Sainte Cécile.

1455

and guarantee it by hypothec, debentures or otherwise ; to exercise, in so far as may be suitable and possible, all the powers granted by articles 4855 to 4891, inclusively of the revised statutes of the province of Quebec, to companies furnishing water and electric light formed in virtue of the provisions contained in the sixth section of chapter third of the eleventh title of the said revised statutes and the acts amending it ; and to exercise generally all the powers required to work an aqueduct advantageously and to furnish electric light in the said town of Richmond and in its environs.

3. The principal place of business of the said company will be in the said town of Richmond.

4. The amount of the capital stock of the said Company will be one hundred thousand dollars.

5. The number of shares will be one thousand ; the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names, calling and residences of the petitioners are as follows : Pierre Alexandre P. Larivière and John Matthew Nunns, both gentlemen, of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; Dame Geneviève Thivierge, widow of the late Pierre Larivière, and Eulalie Larivière, spinster, in the enjoyment of her rights, both also of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; and Henry Fitz William Bellew, gentlemen, of the city and district of Montreal, which said parties will be the first directors of the said company.

7. The above named petitioners are all British subjects.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for Petitioners.

Richmond, 23rd March, 1898. 1436

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauharnois. }

To the Honorable Provincial Secretary.

NOTICE.

By application of article 4780 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1888, I give you notice that at a general meeting of the shareholders of "La Compagnie d'Amusements Sainte-Cécile," duly incorporated by letters patent of His Honor the lieutenant governor of this province, issued on the twenty-first of February, one thousand eight hundred and ninety-five, specially called for the purposes hereinafter mentioned and regularly held at eight o'clock in the evening, on the eighteenth day of March instant (1898), at the city hall, in the town of Salaberry, in the said district of Beauharnois, under the presidency of Geo. M. Loy, Esq., president of the company, at which there were present shareholders of the said company in number sufficient to represent and representing not less than two thirds of the shares subscribed and paid up on the stock of the said company, a resolution was unanimously passed by the shareholders present, either in person or represented by proxy, deciding in favor of the voluntary dissolution and the liquidation of the said company, and appointing Mr. E. H. Solis, stationer, of the said town of Salaberry, liquidator of the said company, for all purposes intended by the law regulating the voluntary liquidation of joint stock companies in this province.

At Salaberry, this twenty-first day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight.

L. MARCHAND,
Secretary of the La Compagnie
d'Amusements Sainte-Cécile.

1456

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Galipeau, Demandeur ;

vs.
Joseph Adélarde Boyer, entrepreneur,
Défendeur failli.

Avis est par le présent donné que le quatorzième jour de mars courant, le dit défendeur a fait, au bureau du protonotaire de cette cour, à Montréal, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

JOSEPH GALIPEAU,
Gardien provisoire.
1465

24 mars 1898.

Dans l'affaire de G. Gagnon & Frère, Québec,
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 avril 1898.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 13 avril 1898.

GEORGE DARVEAU,
Curateur.

Bureau, 244 rue Saint-Joseph,
Saint-Roch, Québec.
Québec, 26 mars 1898. 1443

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re O. Dugas, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 11 avril 1898.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs Conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue St-Jacques.
Montréal, 26 mars 1898. 1469

In re James Powell, Saint-Ferdinand d'Halifax,
Insolvable.

Avis public est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau, le 11 avril prochain.

D. ARCAND,
Curateur.
1441

Québec, 26 mars 1898.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re H. B. Lafleur & Cie., Sainte-Adèle, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens-meubles et immeubles et sera sujet à contestation jusqu'au 12 avril 1898, après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs-conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 26 mars 1898. 1427

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Galipeau, Plaintiff ;

vs.
Joseph Adélarde Boyer, contractor,
Defendant insolvent.

Notice is hereby given that, on the fourteenth of March instant, the said defendant has made, in the office of the prothonotary of said court, at Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

JOSEPH GALIPEAU,
Provisional guardian.
1466

24th March 1898.

In the matter of G. Gagnon & Frère, Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 12th of April, 1898.

This dividend will be payable at my office, on or after the 13th of April, 1898.

GEORGE DARVEAU,
Curator.

Office, 244 Saint Joseph street,
Saint Roch, Quebec.
Quebec, 26th March, 1898. 1444

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re O. Dugas, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 11th April, 1898.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, St James street.
Montreal, 26th March, 1898. 1470

In re James Powell, Saint Ferdinand d'Halifax,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that this dividend will be payable at my office, on the 11th of April next.

D. ARCAND,
Curator.
1442

Quebec, 26th March, 1898.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re H. B. Lafleur & Cie., Sainte Adèle, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and real estate in this matter, open to objection until the 12th April, 1898, after which date the dividends will be payable at our office.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre-Dame street, Montreal,
Montreal, 26th March, 1898. 1498

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Adélarde Boyer, entrepreneur.

Failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-quatrième jour de mars courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations sous trente jours.

NAP. THEORET,
Curateur.

Montréal, 24 mars 1898.

1467

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Adélarde Boyer, contractor.

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty-fourth day of March instant, I have been appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors are requested to file their claims within a delay of thirty days.

NAP. THEORET,
Curator.

Montreal, 24th March, 1898.

1468

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 2

Pages

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :

Annexer à la municipalité de Saint-Grégoire le Thaumaturge, le quartier Saint-Denis, Montréal..... 753

ANNONCEURS :

Avis aux :

Concernant avis, etc..... 749

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES :

Châteauguay & Northern R'y Co..... 788

BILLS PRIVÉS, P. Q. :

Avis au sujet des :

Assemblée législative..... 755
Conseil législatif..... 754

CERCLE AGRICOLE FORMÉ :

Paroisse de Saint-Thuribe..... 786

CIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :

Paroisse Saint-Hubert..... 757

ERRATA :

Wilfrid Marchand au lieu de Alf. Marchand..... 749
Geo. Maybury au lieu de Geo. Murphy.. 749

F AILLIS :

Boyer..... 790
Boyer..... 792
Dugas..... 790
Fournier..... 764
Gagnon & Frère..... 790
Lafleur & Cie..... 790
Paquette & Co..... 764
Powell..... 790

LETTERS PATENTES, DEMANDS DE :

Cie d'Aqueduc de Richmond..... 788
Cie de téléphone de Métis..... 761
La Cie Michel Lefebvre..... 762
Montreal Grain Elevating Co..... 762
The Gould Cold Storage Co'y..... 760
The Montreal Hotel & Navigation Coy.. 787
The Sherbrooke Cigar Co'y..... 763
The Telfer & Climie Co'y..... 763

LETTERS PATENTES ÉMISSES :

Jacques Cartier Pulp & Paper Coy..... 786

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

Pages

MUNICIPALITY ANNEXED :

To annex to the municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge, the Saint Denis ward, Montreal..... 753

ADVERTISERS :

Notice to :

Respecting notices, &c..... 749

MEETING OF SHAREHOLDERS :

Châteauguay & Northern R'y Co..... 788

PRIVATE BILLS, P. Q. :

Notice Respecting the :

Legislative Assembly..... 755
Legislative Council..... 754

FARMER'S CLUB FORMED :

Parish of Saint Thuribe..... 786

MUTUAL FIRE INSURANCE COY :

Parish Saint Hubert..... 757

ERRATA :

Wilfrid Marchand instead of Alf. Marchand..... 749
Geo. Maybury instead Geo Murphy..... 749

INSOLVENTS :

Boyer..... 790
Boyer..... 792
Dugas..... 790
Fournier..... 764
Gagnon & Frère..... 790
Lafleur & Cie..... 790
Paquette & Co..... 764
Powell..... 790

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :

Cie d'Aqueduc de Richmond..... 788
Cie de téléphone de Métis..... 761
La Cie Michel Lefebvre..... 762
Montreal Grain Elevating Co..... 762
The Gould Cold Storage Co'y..... 760
The Montreal Hotel & Navigation Coy.. 787
The Sherbrooke Cigar Co'y..... 763
The Telfer & Climie Co'y..... 763

LETTERS PATENT GRANTED :

Jacques Cartier Pulp & Paper Coy..... 786

LICITATION :

Smith vs Smith *et al.*..... 767

LIQUIDATION :

Cie d'amusements Sainte-Cécile..... 789

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :

Par S. Fraser, des minutes de E. Sicotte
et C. P. Cleveland..... 753

NOMINATIONS :

Cours des commissaires :

Ange Gardien..... 786
Compton 786
Village de Como..... 786

Grand Constable :

Arthabaska..... 750

Juges de paix :

Trois-Rivières..... 750

Percepteur du revenu :

Kamouraska 750

Régistrateurs-conjoints :

Terrebonne..... 749

Shérif :

Arthabaska 750

PROCLAMATIONS :

Convocation des Chambres *pro forma*.... 750
Eriger Saint-Joseph de Bordeaux en mu-
nicipalité de village..... 751

RATIFICATION :

Ex parte : Giguère..... 767

RÈGLIS DE COUR :

Bordeau vs Bourdeau *et al.*..... 765
Turenne *et al* vs Bald..... 765

SÉPARATIONS DE BIENS :

Dme Ashmar vs Tadet..... 760
Dme Ayotte vs Alarie..... 758
Dme Beauchamp vs Marion..... 758
Dme Beaulne vs Gauthier..... 758
Dme Boivin vs Mercier..... 757
Dme Constantineau vs Brassard..... 759
Dme Gauthier vs Boyer..... 760
Dme Hay vs Guertin..... 758
Dme Jackson vs Love..... 758
Dme Laurin vs Clermont..... 758
Dme Leboeuf vs Rapin..... 760
Dme Mann vs Mann..... 759
Dme Paradis vs Joncas..... 759
Dme Provençal vs Hudon..... 759
Dme Rhéaume vs Fortin..... 757
Dme Simon vs Perret..... 759
Dme Simpson vs Brewster..... 759
Dme St-François vs Noël..... 758
Dme Vézina vs Lagarde..... 760
Dme Wainright vs Codère..... 787

LICITATION :

Smith vs Smith *et al.*..... 767

LIQUIDATION :

Cie d'amusements Sainte Cécile..... 789

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :

By S. Fraser, of the minutes of E. Sicotte
et C. P. Cleveland..... 753

APPOINTMENTS :

Commissioners Court :

Ange Gardien 786
Compton 786
Village de Como..... 786

High constable :

Arthabaska..... 750

Justices of the peace :

Three Rivers..... 750

Revenue collector :

Kamouraska..... 750

Joint registrars :

Terrebonne..... 749

Sheriff :

Arthabaska..... 750

PROCLAMATIONS :

Parliament convoked *pro forma*..... 750
To erect Saint Joseph de Bordeaux in
village municipality..... 751

RATIFICATION :

Ex parte : Giguère..... 767

RULIS OF COURT :

Bordeau vs Bourdeau *et al.*..... 765
Turenne *et al* vs Bald..... 765

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :

Dme Ashmar vs Tadet 760
Dme Ayotte vs Alarie 758
Dme Beauchamp vs Marion..... 758
Dme Beaulne vs Gauthier..... 758
Dme Boivin vs Mercier..... 757
Dme Constantineau vs Brassard..... 759
Dme Gauthier vs Boyer..... 760
Dme Hay vs Guertin..... 758
Dme Jackson vs Love..... 758
Dme Laurin vs Clermont..... 758
Dme Leboeuf vs Rapin..... 760
Dme Mann vs Mann..... 759
Dme Paradis vs Joncas..... 759
Dme Provençal vs Hudon..... 759
Dme Rhéaume vs Fortin..... 757
Dme Simon vs Perret..... 759
Dme Simpson vs Brewster..... 759
Dme St-François vs Noël..... 758
Dme Vézina vs Lagarde..... 760
Dme Wainright vs Codère..... 787

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Albanel.....	752
Canton Aylwin.....	752
Canton Cawood.....	753
Canton Delisle.....	754
Canton Harrington.....	753
Canton Metgermette N.....	752
Canton Taillon.....	752
Canton Tourelle.....	754

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, etc. :

Township Albanel.....	752
Township Aylwin.....	752
Township Cawood.....	753
Township Delisle.....	754
Township Harrington.....	753
Township Metgermette N.....	752
Township Taillon.....	752
Township Tourelle.....	754

VENTE DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE :

Stuart, failli.....	764
---------------------	-----

SALE OF IMMOVABLE PROPERTY :

Stuart, insolvent.....	764
------------------------	-----

VENTES PAR LES SHERIFS :

SHERIFF'S SALES :

ARTHBASKA :

Giguère vs Côté.....	767
----------------------	-----

ARTHBASKA :

Giguère vs Côté.....	767
----------------------	-----

BEAUHARNOIS :

La Corporation du township de Godmanchester vs O'Neil et al.....	768
--	-----

BEAUHARNOIS :

La Corporation du township de Godmanchester vs O'Neil et al.....	768
--	-----

BEDFORD :

Moody vs Chartier.....	769
The Corporation of the West Part of the township of Farnham vs Chevalier..	768

BEDFORD :

Moody vs Chartier....	769
The Corporation of the West Part of the township of Farnham.....	768

CHICOUTIMI :

Boily et al vs Bolduc.....	770
Gauvreau et al vs Lemieux.....	769

CHICOUTIMI :

Boily et al vs Bolduc.....	770
Gauvreau et al vs Lemieux.....	769

ISERVILLE :

Lagüe vs Smith.....	770
---------------------	-----

ISERVILLE :

Lagüe vs Smith.....	770
---------------------	-----

JOLIETTE :

Dme Beuparlant vs Brazeau et al.....	771
Greenwood vs Dent.....	772
Prud'homme vs Marion.....	771

JOLIETTE :

Dme Beuparlant vs Brazeau et al.....	771
Greenwood vs Dent.....	772
Prud'homme vs Marion.....	771

KAMOURASKA :

Dechène vs Lavoie.....	772
------------------------	-----

KAMOURASKA :

Deschène vs Lavoie.....	772
-------------------------	-----

MONTMAGNY :

Labonté vs Fradet.....	773
------------------------	-----

MONTMAGNY :

Labonté vs Fradet.....	773
------------------------	-----

MONTRÉAL :

La Banque d'Hochelaga vs Robert.....	775
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Cholette et al.....	775
Macpherson et al, vs Morris et al.....	773
Martineau vs Legault et al.....	776
The Trust & Loan Company of Canada vs Campeau et al.....	776

MONTRÉAL :

La Banque d'Hochelaga vs Robert.....	775
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Cholette et al.....	775
Macpherson et al., vs Morris et al.....	773
Martineau vs Legault et al.....	776
The Trust & Loan Company of Canada vs Campeau et al.....	776

PONTIAC :

The Massey Harris Coy vs Armstrong...	778
The Wardens of Saint James church Leslie vs McConnell.....	777

PONTIAC :

The Massey Harris Coy vs Armstrong...	778
The Wardens of Saint James church Leslie vs McConnell.....	777

QUÉBEC :

Beaucage vs Gravel.....	778
Dombrowski vs Paradis.....	778

QUÉBEC :

Beaucage vs Gravel.....	778
Dombrowski vs Paradis.....	778

RICHELIEU :

Dme Desrosiers vs Lafleur..... 779

RIMOUSKI :

Chouinard vs Harrison..... 779

SAGUENAY :

Racine vs Desgagnés..... 780

Von Dike *et al*, vs Gibsone *et al*..... 780

SAINT-FRANÇOIS :

Hall vs Salls..... 782

La Banque Jacques-Cartier vs Turcotte
et al..... 781

Quinn vs Titus..... 782

The Sherbrooke Loan & Mortgage Com-
pany vs Robertson..... 781

SAINT-HYACINTHE :

Evans *et al*, vs Benoit..... 783

Fournier vs Dme Ménard..... 783

TERREBONNE :

Fyfe vs Dme Desjardins..... 784

Lacombe vs Lacombe..... 784

TROIS-RIVIÈRES :

Beauchemin vs Bernier..... 785

Raymond vs Desfossés..... 785

Rév. Grenier *et al*, vs Gervais *et al*..... 785

RICHELIEU :

Dme Desrosiers vs Lafleur..... 779

RIMOUSKI :

Chouinard vs Harrison..... 779

SAGUENAY :

Racine vs Desgagnés..... 780

Von Dike *et al*, vs Gibsone *et al*..... 780

SAINT-FRANÇOIS :

Hall vs Salls..... 782

La Banque Jacques Cartier vs Turcotte
et al..... 781

Quinn vs Titus..... 782

The Sherbrooke Loan & Mortgage Com-
pany v: Robertson..... 781

SAINT-HYACINTHE :

Evans *et al*, vs Benoit..... 783

Fournier vs Dme Ménard..... 783

TERREBONNE :

Fyfe vs Dme Desjardins..... 784

Lacombe vs Lacombe..... 784

TROIS-RIVIÈRES :

Beauchemin vs Bernier..... 785

Raymond vs Desfossés..... 785

Rev. Grenier *et al*, vs Gervais *et al*..... 785